COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 14 OCTOBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 14 OKTOBER 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Hassan Rahali, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, Oumar Diallo, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Hassan Ouassari, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Rachid Mahdaoui, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Ibrahima Bah, Mohamed Arabi, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Maria Vindevoghel, Nouhaila El Akrouch, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Asma Boutaarourt, Cloë Machuelle, Marie De Leener, Arno Vervaet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wnd. Secretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Hind Addi, Harmony Deknudt, Ali Syed, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ouverture de la séance à 18:15
Opening van de zitting om 18:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

14.10.2026/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Fusillades du mois de juillet 2026 à l'avenue De Roovere ainsi que dans plusieurs quartiers de la commune.

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins, et conseillers communaux

de Molenbeek-Saint-Jean

Aujourd'hui je m'adresse à vous en tant que locataire des logements sociaux et habitante de la commune de Molenbeek-Saint-jean, mais également au nom de mes voisins, dont beaucoup n'ont plus le sentiment d'être entendus lorsqu'ils interpellent les autorités communales sur l'ensemble des problèmes qui touchent notre bien-etre et notre vie quotidienne au sein de ces logements dont fait partie l'insécurité que connaît la commune sur plusieurs quartiers et derniermentle notre qui a vécu deux nuits terrifiantes en ce mois de juillet 2026.

Première fusillade la nuit du vendredi 24 juillet vers 2h15 du matin, des coups de feu ont été tirés, les facades de l'entrée du batiment 14 ont été criblées de balles cassant les vitres de la porte, touchant les boites aux lettres et les vitres, meme les plantes ont été touchées.

Un appel à la police a été émit aux forces de l'ordre qui ont vite reagi et sécurisé le périmetre dont je salue la bravoure.

Face au silence des responsables de la commune et du logement Molenbeekois surtout, j'ai décidé de publier une lettre ouverte sur Facebook en prenant bien soin d'identifier tous les responsables afin d'alerter publiquement les autorités communales

et les médias sur l'insécurité grandissante que vivent les habitants où la violence armée augmente de jour en jour qui est le résultat du trafic de drogue qui gongrène notre quartier au quotidien sous nos yeux.

Silence Radio!!!!!

Samedi 25 juillet, 23h15, deuxieme fusillade laissant un bléssé et un grand sentiment de terreur et d'incompréhension dans les coeurs et les esprits des habitants et surtout la peur pour la vie de nos enfants et nos familles.

Il ne s'agissait plus d'un fait isolé, mais d'une situation alarmante qui plongeait tout un quartier dans la peur.

Ma lettre ouverte et mon deuxième poste facebook ont ensuite été relayée par plusieurs médias et j'ai accordé plusieurs interviews afin de porter la voix des habitants de mon quartier aux oreilles de notre majorité.

Ce n'est qu'après cette deuxième fusillade, la médiatisation de cette lettre ouverte et ces interviews que deux membres du Collège se sont finalement rendus à mon domicile pour prendre de mes nouvelles et converser avec moi ainsi que faire un tour auprès des voisins impactés.

Je regrette sincèrement qu'en 2026, une habitante doive passer par les réseaux sociaux et les médias pour être enfin entendue par ses autorités communales. Lorsqu'un citoyen alerte la commune après une fusillade ayant touché son immeuble, il est en droit d'attendre, au moins, une réponse à son appel SOS.

Aujourd'hui, la peur s'est installée dans notre quartier. Des parents n'osent plus laisser leurs enfants jouer dehors.

Des habitants évitent de sortir le soir, nos ainés se sentent enfermés chez eux, peur de sortir faire leurs courses ou leurs petites promenades journalières, d'autres redoutent qu'une prochaine balle perdue ne traverse leur fenêtre, cette situation est indigne d'une commune qui se veut attentive à la qualité de vie de ses habitants.

Au-delà de cette insécurité, un autre sentiment grandit parmi les habitants : celui de ne jamais voir le Collège assumer sa part de responsabilité.

À chaque fusillade, les explications semblent toujours les mêmes. La responsabilité est renvoyée vers le gouvernement fédéral, le ministre de l'Intérieur, la Justice ou le manque de moyens. Bien sûr, la lutte contre le grand banditisme dépasse les compétences d'une commune. Personne ne le conteste. Mais les habitants attendent aussi de leur Collège qu'il assume pleinement ce qui relève de ses propres compétences. Ils veulent savoir quelles initiatives ont été prises, quels moyens ont été mobilisés et quels résultats ont été obtenus. À force de toujours désigner d'autres responsables, le risque est de donner le sentiment que personne n'est véritablement comptable de la situation que vivent les Molenbeekois.

Une réunion a eu lieu le mercredi 29 juillet 2026 avec le peu d'habitants qui ont pu se déplacer, des échangents ont eu lieu avec le président du logement, la bourgmestre FF, l'échevin des actions sociales et la police qui nous ont annoncé qu'il y aura un renfort de patrouille de police pendant deux semaines, une interdiction de rassembement de 23h à 6h du matin jusqu'au 31 aout 2026, la réparation des caméras à l'interieur des immeubles.

nous sommes sorti de cette réunion avec un sentiment de non-satisfaction car les mesures prises vont avoir juste un recul temporaire de ces bandes et leurs déplacements vers d'autres quartiers, c'est ce que nous avons eu lors du mandat du MR/CDH ils sont partis vers osseghem.

Aprés ces événements, des questions restent sans réponses:

1- quelles mesures concrètes le Collège a-t-il prit à la suite des fusillades de juillet afin de sécuriser durablement le quartier concerné et l'ensemble de la commune car il y a malheureusement plusieurs quartiers qui son impactés par le meme probleme ?

2- quel est aujourd'hui le dispositif policier déployé dans tout les quartiers qui connaissent ces violences ? Des renforts ont-ils été solicités pour un long terme ou juste temporaires ? Ces renforts seront-ils maintenus aussi longtemps que la situation l'exigera ?

3- le Collège prévoit-il de renforcer le réseau de caméra de vidéo surveillance dans les points les plus sensibles du quartier afin de prévenir de nouveaux faits de violence et de faciliter l'identification des auteurs ?

4- quelles démarches le Collège a-t-il entreprit auprès du Logement Molenbeekois afin que des caméras soient réellement opérationnelles soient installées dans les immeubles et aux entrées des bâtiments ? De nombreux habitants dénoncent depuis longtemps des dispositifs qui ne fonctionnent pas ou qui ne permettent pas d'identifier les auteurs.

5- au-delà des mesures d'urgence, quelle stratégie globale le Collège entend-il mettre en œuvre pour reprendre durablement le contrôle des quartiers gangrenés par le trafic de drogue et les violences qui en découlent?

Dernières questions;

Deux mois se sont écoulées entre les fusillades de juillet et ce Conseil communal.

Quel bilan tirez-vous des mesures qui ont été prises ?

Quels résultats concrets pouvez-vous présenter aujourd'hui aux habitants molenbeekois?

Et surtout, quelles garanties pouvez-vous leur donner pour qu'ils puissent enfin retrouver le droit fondamental de vivre en toute sécurité dans leurs quartiers ?

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie - Schietpartijen van de maand juli 2026 in de De Rooverelaan alsook in verscheidene wijken van de gemeente.

Het punt wordt van de agenda afgehaald.

14.10.2026/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Défaillances graves exigeants la réhabilitation urgente des logements sociaux.

Considérant que le droit à un logement digne, salubre et sécurisé est un droit fondamental garanti par l'article 23 de la Constitution belge.

Considérant l'état de délabrement et le manque d'entretien régulier de nombreux logements sociaux de notre avenue et dans d'autres sites , impactant lourdement la santé physique et mentale des résidents ;

1- Les effondrements successifs de toitures : Le traumatisme et le péril extrême causés par les effondrements de toitures survenus à deux reprises cette année au niveau des immeubles 14 et 16 avenue de Roovere, constituant un danger mortel immédiat pour les occupants et les passants ainsi que vos employés sur place.

2- La précarité des interventions techniques : Le recours systématique à des travaux de rafistolage superficiels, exécutés par des ouvriers non qualifiés, qui ne règlent pas les problèmes de fond

3- L'insalubrité récurrente : Un état de propreté général qui laisse cruellement à désirer dans les parties communes, favorisant la prolifération de nuisibles et la dégradation du cadre de vie.

4- La vétusté intolérable des caves : Des sous-sols dans un état pitoyable alors qu'ils constituent paradoxalement le seul point de passage et d'accès vers l'extérieur pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et en situation de handicap.

5- L'insécurité et les pannes chroniques : Des ascenseurs presque constamment hors service, privant de liberté de mouvement les étages supérieurs, combinés à des caméras de surveillance installées mais toujours non fonctionnelles.

6- Le danger grave face aux incendies : L'absence d'issues de secours réglementaires en cas de sinistre, forçant l'usage d'escaliers déjà extrêmement dangereux et glissants en temps normal.

7- la degradation des façades dont résultent: les moisissures et l'humidité dans les appartements, résultats: plusieurs membres des familles résidents sont devenus asthmatiques et allergiques surtout les enfants.

PAR CES MOTIFS, LES SIGNATAIRES DE CETTE INTERPELLATION DEMANDENT :

La sécurisation et la réfection intégrale des toitures des immeubles 14 et 16 par des experts en stabilité.

Un audit d'insalubrité et de sécurité indépendant pour répertorier l'ensemble des manquements aux normes de sécurité incendie et d'accessibilité PMR.

L'arrêt définitif du bricolage et l'engagement d'entreprises professionnelles certifiées pour des rénovations durables.

La mise en conformité immédiate des accès de secours et la réparation urgente et définitive des ascenseurs.

L'activation sans délai du système de vidéosurveillance pour assurer la sécurité des locataires dans les espaces partagés.

Un plan d'urgence de nettoyage et d'assainissement complet des caves et des parties communes devant et dérriere les batiments.

- la mise à execution de vos projets de renovations des façades que vous avez commencer avant les éléctions 2024.

Les Molenbeekois ne demandent pas l'impossible, simplement que leurs autorités soient à leurs écoutes, qu'elles répondent à leurs interpellations et qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir leurs sécurités et les habitants des logements sociaux leurs droits de locataires à un logement salubre et répondant à leurs besoins.

Je vous remercie de votre attention.

Le point est retiré de l'ordre du jour en l'absence des interpellants.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie - Ernstige tekortkomingen die de dringende renovatie van de sociale woningen vereisen.

Het punt wordt van de agenda afgehaald wegens afwezigheid van de interpellanten.

14.10.2026/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Questions d'actualité.

Question d'actualité – Disparition du buste du Roi Albert Ier au parc Albert

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Ce mercredi 14 octobre 2026, le média BRUZZ révèle, dans un article publié à 7h25 et intitulé « Wie heeft de koning gezien? Borstbeeld van Albert I al meer dan een maand vermist », que le buste en bronze du Roi Albert Ier, installé depuis 1976 dans le parc Albert à Molenbeek-Saint-Jean, a disparu depuis plus d'un mois.

Selon BRUZZ, les gardiens de Bruxelles Environnement, gestionnaire du parc, ont constaté cette disparition le 5 septembre dernier. Une plainte a été déposée et un procès-verbal dressé par la zone de police Bruxelles-Ouest.

Cette disparition est d'autant plus préoccupante qu'elle s'inscrit dans une série de vols de monuments en bronze constatés ces derniers mois dans plusieurs communes bruxelloises.

Au-delà de sa valeur matérielle, ce buste constitue un élément de notre patrimoine historique et de la mémoire collective.

Mes questions sont les suivantes :

1. Le Collège communal a-t-il été informé de ce vol et, dans l'affirmative, à quelle date ?

2. Quelles démarches ont été entreprises auprès de Bruxelles Environnement et de la zone de police Bruxelles-Ouest pour retrouver ce buste ?

3. Des mesures de protection supplémentaires sont-elles envisagées pour les monuments et œuvres d'art présents dans l'espace public communal ?

4. Enfin, si le buste ne devait pas être retrouvé, la Commune envisage-t-elle de demander à Bruxelles Environnement son remplacement afin que le parc Albert retrouve ce monument emblématique ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Actualiteitsvragen.

De Raad neemt kennis.

14.10.2026/A/0004 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques – Accès au Stade Edmond Machtens – Confirmation l'ordonnance de police de la Bourgmestre du 20 août 2026 qui instaure un système de « combi – ticket » à l'égard des supporters visiteurs lors du match de football du 22 août 2026 opposant le RWDM au KV Diksmuide Oostende.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135, §2, 5° de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;
Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;
Considérant que, par un rapport du 19/08/2026, la zone de police demande la mise en place du système de combi-ticket;
Vu l'ordonnance de police de la Bourgmestre prise en date du 20 août 2026 à cet effet et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver les termes de l'ordonnance de police ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Juridische Zaken – Toegang tot het Edmond Machtensstadion - Bevestiging van

de politieverordening van de Burgemeester van 20 augustus 2026, waarbij een „combi-ticket”-systeem wordt ingevoerd voor bezoekende supporters tijdens de voetbalwedstrijd van 22 augustus 2026 tussen RWDM en KV Diksmuide Oostende.

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 §2, 5° van de nieuwe gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de veiligheid en de rust op openbare weg en plaatsen en in openbare gebouwen en dat het hun meer bepaald toekomt om de passende maatregelen te nemen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en te doen ophouden door
de nodige hulp te verstrekken;
Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de bewoners;
Overwegende dat bij politierapport van 19/08/2026, de politiezone vraagt om de invoering van het combi-ticket systeem;
Gelet op de politieverordening van de Burgemeester genomen op 20 augustus 2026 op dit vlak en dat het nodig is deze te bevestigen;

BESLIST :

Enig artikel :
De voorwaarden van de politieverordening, als bijlage toegevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0005 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone : Règlement d’Ordre Intérieur (R.O.I.) des écoles (Enseignement fondamental ordinaire communal francophone subventionné de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean) – Mise à jour conformément à l’évolution des prescrits officiels (nouveautés notamment de l’année scolaire 2026-2027)

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;
Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :
« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :
1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;
2° le projet d'établissement;
3° le règlement des études;
4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées. […]
Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur, tel qu'il existe actuellement, doit être actualisé, conformément à l'évolution des prescrits officiels (directives émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles) ;
Considérant le R.O.I., tel que repris en annexes, sera d'application dès sa validation par le Conseil Communal ;
Considérant que la dernière mise à jour du R.O.I. datait de l'année scolaire 2022-2023 (Conseil du 23 février 2022) ;
Considérant qu'il était nécessaire de procéder à une mise à jour de ce dernier, conformément à l'évolution des prescrits légaux ;
Considérant que les principales modifications portent essentiellement sur les principes de la gratuité scolaire et sur les procédures relatives aux sanctions, exclusions et recours ;
Considérant que l'exemplaire du R.O.I. des écoles mis à jour se trouve en annexe.

DECIDE :

Article unique :
D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur des écoles (Enseignement fondamental ordinaire communal francophone subventionné de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean) mis à jour, conformément à l'évolution des prescrits légaux.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs: Huishoudelijk Reglement (H.R.) van de scholen (buitengewoon gesubsidieerd gemeentelijk Franstalig gewoon basisonderwijs van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek) – Bijwerking overeenkomstig de evolutie van de officiële voorschriften (nieuwe bepalingen, met name voor het schooljaar 2026-2027)

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze opdrachten te verwezenlijken;
Overwegende dat voornoemd decreet van 24 juli 1997 in artikel 76 bepaalt dat:
« Alvorens over te gaan tot de inschrijving van een leerling, brengt het schoolhoofd zowel de leerling als, indien deze minderjarig is, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, op de hoogte van de volgende documenten:
1° het opvoedingsproject en het pedagogisch project van de inrichtende macht;
2° het schoolproject;
3° het studiereglement;
4° het reglement van inwendige orde, dat onder meer de bepalingen betreffende de tuchtstraffen en de beroepsprocedures die daartegen kunnen worden ingesteld, bevat. […]
Door de inschrijving in een inrichting aanvaardt elke meerderjarige leerling, elke minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, het opvoedingsproject, het pedagogisch project, het schoolproject, het studiereglement en het reglement van inwendige orde »;
Overwegende dat het Reglement van Inwendige Orde, zoals het momenteel bestaat, moet worden geactualiseerd overeenkomstig de evolutie van de officiële voorschriften (richtlijnen uitgaande van de Fédération Wallonie-Bruxelles);
Overwegende dat het R.I.O., zoals opgenomen in de bijlagen, van toepassing zal zijn vanaf de goedkeuring ervan door de Gemeenteraad;
Overwegende dat de laatste actualisering van het R.I.O. dateerde van het schooljaar 2022-2023 (Raadsbesluit van 23 februari 2022);
Overwegende dat het noodzakelijk was om dit reglement te actualiseren overeenkomstig de evolutie van de wettelijke voorschriften;

Overwegende dat de voornaamste wijzigingen hoofdzakelijk betrekking hebben op de beginselen inzake kosteloos onderwijs en op de procedures betreffende tuchtmaatregelen, uitsluitingen en beroepsprocedures;
Overwegende dat het geactualiseerde exemplaar van het R.I.O. van de scholen als bijlage is opgenomen.

BESLUIT:

Enig artikel:
Het geactualiseerde Reglement van Inwendige Orde van de scholen (gesubsidieerd gemeentelijk Franstalig gewoon basisonderwijs van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek), overeenkomstig de evolutie van de wettelijke voorschriften, goed te keuren

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone – Enseignement fondamental communal francophone - Appel à candidatures pour la désignation temporaire dans une fonction de direction à l'Ecole n° 16 « l'Ecole du Petit Bois ».

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;
Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;
Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2° de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;
Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;
Vu les articles 1er, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;
Vu les articles 1er, 12 bis, 24, § 2, alinéa 1er, 28, alinéa 1er, 3° de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;
Vu les articles 1er, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;
Vu les articles 1er, 34, 52 quater et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;
Vu les articles 1er, 32, 56 à 59 bis, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;
Vu les articles 1er et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française

du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;
Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs ;
Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 approuvant les plans de formation relatifs au volet réseau de la formation initiale des directeurs ;
Vu les articles 1er 3 à de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;
Vu les articles 1er à 5 du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par délibération du Conseil communal du 22 janvier 2020 ;
Considérant que la directrice nommée de l'Ecole fondamentale communale n° 16 « L'Ecole du Petit Bois » » sera absente pour une durée indéterminée (absence maladie), à partir de la rentrée scolaire 2026-2027 ;
Considérant que la fonction de direction de cette école sera vacante temporairement à partir du 17 août 2026 ;
Considérant que la Commission paritaire locale de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée par mail concernant le profil de fonction et le projet d'appel à candidatures en vue de la désignation temporaire dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 16 ;
Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :
« Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :
1° être porteur d'un titre du niveau bachelier au moins ;
2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 ;
3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.
Considérant qu'il y a lieu d'admettre à la désignation à titre temporaire dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 16 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE :

Article 1 :
D'arrêter le profil de fonction de directeur / directrice de l'Ecole fondamentale communale n° 16, « L'Ecole du Petit Bois », tel qu'il est repris en annexe de la présente délibération.
Article 2 :
De lancer l'appel à candidatures prescrit par l'article 56, § 2 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, en vue de la désignation à titre temporaire dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 16, et ce dans le respect des formes prescrites par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.
Article 3 :
D'étendre l'appel à candidatures à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction, en ce compris aux personnes qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement organisé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.
Article 4 :
A titre exceptionnel, par dérogation à l'article 2, § 1er, 3° du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection

dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, d'autoriser les directions des établissements scolaires à diffuser l'appel à candidature par e-mail aux membres de leur personnel qui ne sont pas en activité de service, ou qui n'ont pu être touchés par l'entremise du cahier de communication, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs – Gemeentelijk franstalig basisonderwijs – Oproep tot kandidatuurstelling voor een tijdelijke aanstelling van directeurfunctie van de School nr 16 « L'Ecole du Petit Bois ».

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1, 2° en § 2, 129, 162 163, 187, 188 en 190 van de op 17 februari 1994 gecoördineerde Grondwet;
Gelet op de artikelen 1, § 2, 3, 6, § 1, VIII, 7, 7bis, 17 tot 23, 54 tot 56, 78, 83, § 3, 84 en 95 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
Gelet op de artikelen 1 tot 4, 6 tot 8, 32, 33, 38, 39 en 85 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;
Gelet op de artikelen 84 tot 102, 143 en 149, 2° van de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;
Gelet op de artikelen 2, 3, 6 tot 8, 13, 14 en 21 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de artikelen 1, 2 en 5 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de toezending aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;
Gelet op de artikelen 1, 6 en 7 van het ministerieel besluit van 23 september 2016, genomen door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Plaatselijke Besturen, houdende delegatie aan bepaalde ambtenaren van Brussel Plaatselijke Besturen in het kader van het administratief toezicht op de gemeenten, de intercommunales, de politiezones en de erkende lokale instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erediensten;
Gelet op de artikelen 1, 12bis, 24, § 2, eerste lid, 28, eerste lid, 3° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;
Gelet op de artikelen 1, 2, 13 en 15 van de wet van 30 juli 1963 betreffende de taalregeling in het onderwijs, alsook op de artikelen 2, 6 en 70 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;
Gelet op de artikelen 1, 34, 52quater en 102 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
Gelet op de artikelen 1, 32, 56 tot 59bis, 99, 100, 102 en 141 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs;
Gelet op de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2007 houdende uitvoering van artikel 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;
Gelet op de artikelen 1 tot 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het opleidingsplan betreffende

het inter-netwerkonderdeel van de initiële opleiding van directeurs;
Gelet op de artikelen 1 tot 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot goedkeuring van de opleidingsplannen betreffende het netwerkonderdeel van de initiële opleiding van directeurs;
Gelet op de artikelen 1 tot 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2019 tot vaststelling van de modellen van oproep tot kandidaten voor de bevorderings- en selectieambten in het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt uurrooster;
Gelet op de artikelen 1 tot 5 van het Reglement houdende organisatie van de selectieprocedure voor kandidaten voor de bevorderings- en selectieambten in de Franstalige gemeentelijke onderwijsinstellingen van Sint-Jans-Molenbeek, zoals vastgesteld bij beslissing van de Gemeenteraad van 22 januari 2020;
Overwegende dat de benoemde directrice van de gemeentelijke basisschool nr. 16 « L'Ecole du Petit Bois » voor onbepaalde duur afwezig zal zijn (ziekteverlof), vanaf het begin van het schooljaar 2026-2027;
Overwegende dat het directieambt van deze school tijdelijk vacant zal zijn vanaf 17 augustus 2026;
Overwegende dat de lokale paritaire commissie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek per e-mail werd geraadpleegd over het functieprofiel en het ontwerp van oproep tot kandidaten met het oog op de tijdelijke aanstelling in het directieambt van basisschool nr. 16;
Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van voornoemd decreet van 2 februari 2007:

> « Niemand kan tot de stage in het ambt van directeur worden toegelaten indien hij of zij op het ogenblik van de toelating tot de stage niet aan de volgende voorwaarden voldoet:
> 1° houder zijn van ten minste een bachelordiploma;
> 2° houder zijn van één van de pedagogische diploma's opgesomd in artikel 100;
> 3° een dienstanciënniteit van 3 jaar hebben in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;
> 4° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 56. »

Overwegende dat het aangewezen is om over te gaan tot de tijdelijke aanstelling in het bevorderingsambt van directeur/directrice van de gemeentelijke school nr. 16 en in dit kader het functieprofiel vast te stellen en een oproep tot kandidaten te lanceren;

BESLUIT:

Artikel 1:
Het functieprofiel van directeur/directrice van de gemeentelijke basisschool nr. 16, « L'Ecole du Petit Bois », vast te stellen, zoals opgenomen in de bijlage bij deze beslissing.
Artikel 2:
De oproep tot kandidaten, voorgeschreven door artikel 56, § 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs, te lanceren met het oog op de tijdelijke aanstelling in het directieambt van basisschool nr. 16, en dit met inachtneming van de vormvereisten voorgeschreven door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2019 tot vaststelling van de modellen van oproep tot kandidaten voor de bevorderings- en selectieambten in het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt uurrooster.
Artikel 3:
De oproep tot kandidaten uit te breiden tot iedere persoon die voldoet aan de voorwaarden voor toegang tot het ambt, met inbegrip van personen die geen functie uitoefenen in het door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek georganiseerde

onderwijs.
Artikel 4:
Bij wijze van uitzondering, in afwijking van artikel 2, § 1, 3° van het Reglement houdende organisatie van de selectieprocedure voor kandidaten voor de bevorderings- en selectieambten in de Franstalige gemeentelijke onderwijsinstellingen van Sint-Jans-Molenbeek, de directies van de onderwijsinstellingen toe te staan de oproep tot kandidaten per e-mail te verspreiden onder hun personeelsleden die niet actief zijn in dienst of die niet konden worden bereikt via het mededelingenboek, op voorwaarde dat de ontvanger van de verzending de ontvangst ervan bevestigt.

Deze beslissing zal ter kennis worden gebracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Plaatselijke Besturen, overeenkomstig de vormvereisten en binnen de termijnen voorgeschreven door artikel 7 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Mohamed Arabi entre en séance / treedt in zitting.
Khalid El Jaidi El Qazouy entre en séance / treedt in zitting.

14.10.2026/A/0007 **Département des Ressources Humaines**
RH - Alllocation de fin d'année 2026 - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'article 145 de la Nouvelle loi communale ;
Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 fixant le montant de l'allocation de fin d'année ;
Vu la décision du Conseil communal du 19 février 2009 ;
Vu l'article 44 du statut pécuniaire ;
Considérant que le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable ;
Considérant qu'en application de l'article 44 du statut pécuniaire, la partie variable s'élève actuellement à 2,5 % de la rétribution annuelle brute ayant servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée ;
Considérant la situation financière particulièrement contrainte de la commune et la nécessité de maîtriser l'évolution des dépenses de personnel afin de garantir l'équilibre budgétaire et la continuité des missions de service public ;
Considérant qu'il convient de répartir l'effort demandé au personnel de manière équitable et proportionnée ;
Considérant qu'il est proposé de diminuer la partie variable de l'allocation de fin d'année afin de contribuer à l'assainissement des finances communales, tout en limitant autant que possible l'incidence de cette mesure sur les agents bénéficiant des rémunérations les moins élevées ;
Vu le tableau du calcul ci-joint ;

DÉCIDE :

Article 1:

L'octroi de la partie variable de l'allocation de fin d'année, telle que prévue par l'article 44 du statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, est suspendu pour l'année 2026.
La suspension s'applique à l'ensemble du personnel communal non enseignant, statutaire et contractuel.

Article 2:
Les mandataires ne percevront pas de prime de fin d'année.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Human Ressources
HR - Eindejaarspremie 2026 - Wijziging.

DE RAAD,

Gezien artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien het Koninklijk Besluit van 28/11/2008 ter vervanging van het Koninklijk Besluit van 23/10/1979 tot vaststelling van het bedrag van de eindejaarsuitkering;
Gezien het besluit van de gemeenteraad van 19/02/2009;
Gezien artikel 44 van het bezoldigingsstatuut;
Overwegende dat het bedrag van de eindejaarsuitkering bestaat uit een forfaitair deel en een variabel deel;
Overwegende dat, overeenkomstig artikel 44 van het bezoldigingsstatuut, het variabele deel momenteel 2,5 % bedraagt van het brutojaarsalaris dat als basis heeft gediend voor de berekening van het aan de begunstigde verschuldigde salaris voor de maand oktober van het betreffende jaar;
Gezien de bijzonder moeilijke financiële situatie van de gemeente en de noodzaak om de evolutie van de personeelsuitgaven onder controle te houden teneinde het begrotingsevenwicht en de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen;
Overwegende dat de van het personeel gevraagde inspanning op een billijke en evenredige wijze moet worden verdeeld;
Overwegende dat wordt voorgesteld het variabele deel van de eindejaarsuitkering te verlagen om bij te dragen aan de sanering van de gemeentelijke financiën, waarbij de impact van deze maatregel op de ambtenaren met de laagste bezoldigingen zoveel mogelijk wordt beperkt;
Gezien de hierbijgevoegde tabel van de berekening;

BESLUIT:

Artikel 1:
De toekenning van het veranderlijke gedeelte van de eindejaarstoelage, zoals voorzien in artikel 44 van het geldelijk statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel, wordt opgeschort voor het jaar 2026.
De opschorting is van toepassing op het voltallige niet-onderwijzend gemeentepersoneel, zowel statutair als contractueel.
Artikel 2:
De mandatarissen ontvangen geen eindejaarspremie.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Olivier Mahy entre en séance / treedt in zitting.
Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

14.10.2026/A/0008 **Département Finances**
Taxes Communales - Redevance sur la délivrance de documents administratifs - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;
Vu l'article 117, alinéa 1 er de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la décision du Conseil Communal du 18 juin 2025 fixant le règlement en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs et ses versions antérieures ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 ainsi que par l'arrêté ministériel du 21 août 2026 ;
Vu la Circulaire du 1er octobre 2024 - Registre national – eID : Tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes et documents d'identité électroniques à partir du 1er janvier 2025.;
Vu la lettre du 7 décembre 2023 de Philippe Moreau, Directeur général a.i. de la DG Identité et Affaires Citoyennes du SPF Intérieur relative à l'implémentation des documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans ;
Vu la modernisation en cours par l'Office des étrangers de l'attestation d'immatriculation ; que durant un certain laps de temps, coexisteront plusieurs modèles de l'attestation susvisée ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique: de modifier le règlement du 18 juin 2025 en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs et de le remplacer par le texte suivant :

"*Article 1:*
Il sera perçu, aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.
Article 2 Les montants de cette redevance sont fixés comme suit :
1. Carte d'identité belge (CI Belge):
o Procédure normale : 30,00 EUR
o Procédure urgente : 140,00 EUR
o Procédure urgente avec livraison au SPF : 176,90 EUR
2. KidsID:
o Procédure normale : 15,00 EUR
o Procédure urgente : 140,00 EUR
o Procédure urgente avec livraison au SPF : 165,50 EUR

3. Titre de séjour électroniques:
o Tarifs identiques à ceux appliqués pour les CI Belges (livraison SPF non disponible).
4. Titre de séjours électroniques moins de 12 ans :
o Tarifs identiques à ceux appliqués pour les KIDS belges. (livraison SPF non disponible).
5. Passeport:
o Procédure normale : 110,00 EUR
o Procédure urgente : 275,00 EURo Procédure très urgente: 335,00 EUR
o Procédure normale mineur d'âge: 80,00 EURo Procédure urgente mineur d'âge : 245,00 EUR
o Procédure très urgente mineur d'âge : 305,00 EUR
6. Titre de voyage :
o Tarifs identiques à ceux appliqués aux passeports.
7. Permis de conduire :
o Tarif: 40,00 EUR
8. Permis de conduire international :
o Tarif: 30,00 EUR
Article 3:
Les tarifs ci-dessous ne seront pas modifiés et resteront conforme au règlement du 24 janvier 2024 :
1. Copies certifiées conformes et légalisations de signatures
• Tarif : 5,00 EUR par document
2. Photocopies simples de documents administratifs
• Tarif : 0,15 EUR par page
Conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes.
3. Inscriptions après radiation d'office
• Demandes d'inscription aux registres de la population, des étrangers ou au registre d'attente : 30,00 EUR par demande
4. Rectifications des registres
• Pour tout changement d'identité (nom, prénom, lieu ou date de naissance) dans les registres de la population, des étrangers ou d'attente : 25,00 EUR par personne
5. Documents relatifs au séjour des étrangersDélivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement de documents en vertu des Arrêtés royaux des 8 octobre 1981 et 15 août 1984 relatifs à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers :
• AI version « carte orange » :10,00 EUR par carte ;
• AI version « livret » (nouveau format) : 25,00 EUR par livret.
Article 4 :
Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance. En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.
Article 5:
Sont exonérés de la redevance :
les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité ;
les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;
les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;
la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;
les documents qui, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'un décret, d'une

ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de droits de Chancellerie ;
les extraits du registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement ;
les documents délivrés pour emploi et affaires sociales ; les documents délivrés en matière de logement ;
les documents délivrés en matière de primes.
Article 6:
Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement établi par décision du Conseil communal du 18 juin 2025."

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Departement Financiën
Gemeentebelastingen - Retributie op de afgifte van administratieve documenten - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;
Gelet op artikel 117, 1ste alinea van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2025 tot vaststelling van het reglement inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten en de eerdere versies daarvan ;Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2019 en bij het ministerieel besluit van 21 augustus 2026;
Gelet op het omzendbrief van 1ste oktober 2024 – Nationaal Register - eID : tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten en -documenten vanaf 1 januari 2025;
Gelet op het schrijven van 7 December 2023 van Philippe Moreau, Directeur generaal a.i. van de AD Identiteit en Burgerzaken van FOD Binnenlandse Zaken inzake de implementering van de elektronische verblijfsdocumenten voor de vreemdelingen van minder dan 12 jaar;
Gelet op de voortdurende modernisering van het attest van immatriculatie door de Dienst Vreemdelingenzaken; dat zullen, gedurende een bepaalde periode, verschillende modellen van het AI naast elkaar bestaan;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Enig artikel:
Het reglement van 18 juni 2025 inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten te wijzigen en te vervangen door:
"Artikel 1:
Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder vastgestelde voorwaarden, op de afgifte van getuigschriften en andere documenten. De retributie valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.
Artikel 2:

De bedragen van de retributie worden als volgt vastgesteld:

1) Belge elektronische identiteit (ID Belge) :

- *Normale procedure : 30,00 EUR*
- *Spoed procedure: 140,00 EUR*
- *Spoed procedure met levering aan de FOD : 176,90 EUR*

2) KidsID:

- *Normale procedure : 15,00 EUR*
- *Spoedprocedure: 140,00 EUR*
- *Spoed procedure met levering aan de FOD : 165,50 EUR*

3) Elektronische verblijfsdocumenten:

- *Tarieven identiek aan die voor Belgische ID's (levering FOD niet beschikbaar).*

4) Elektronische verblijfsdocumenten onder 12 jaar:

- *Tarieven identiek aan die voor Kid's ID's (levering FOD niet beschikbaar).*

5) Paspoort :

- *Normale procedure : 110,00 EUR*
- *Spoedprocedure : 275,00 EUR*
- *Extreme spoed procedure: 335,00 EUR*
- *Normale procedure minderjarige : 80,00 EUR*
- *Spoedprocedure minderjarige : 245,00 EUR*
- *Extreme spoed procedure minderjarige : 305,00 EUR*

6) Reisdocument :

- *Tarieven identiek aan die voor Passport*

7) Rijbewijs:

- *Tarief : 40,00 EUR*

8) Internationale rijbewijs:

- *Tarief: 30,00 EUR*

Artikel 3:

De tarieven hieronder zullen niet veranderd en blijven in overeenstemming met de reglement van 24 januari 2024:

1. Afgifte van afschriften voor eensluidend verklaard, wetgevingen, ambtshalve afgeleverd of op aanvraag:

- *Tarief : 5,00 EUR per document*

2. De gewone afschriften van administratieve documenten :

- *Tarief : 0,15 EUR per bladzijde*

Afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van het bestuur in de provincies en gemeenten.

3. Aanvragen tot inschrijving na ambtswege schrapping:

- *Aanvragen tot inschrijvingen in de bevolkings en vreemdelingenregisters en in het wachtregister na een van ambtswege schrapping: 30,00 EUR per aanvraag*

4. Aanvragen tot wijziging van registers :

- *voor de verbeteringen (naam, voornaam, geboorteplaats en datum) van de bevolkings- en vreemdelingenregisters bij iedere identiteitsverandering: 25,00 EUR per persoon*

5. Documenten met betrekking tot het verblijf van vreemdelingen:Afgifte, vernieuwing, verlenging of vervanging van documenten krachtens de Koninklijke Besluiten van 8 oktober 1981 en 15 augustus 1984 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen:

- *AI “oranje kaart”: 10,00 EUR per kaart;*
- *AI “boekje” (nieuwe formaat) : 25,00 EUR per boekje.*

Artikel 4:

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.In geval van een internationale transactie, zijn de verzendkosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Artikel 5

Zijn van de retributie vrijgesteld:

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit, een decreet, een verordening, een besluit van de executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;

- de documenten die aan behoeftige personen worden afgeleverd. De

behoeftigheid wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;
- de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;
- de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp uitmaken van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;
- de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;
- de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten tengevolge van een hernummering of een wijziging van de naam van een straat die het gevolg zijn van een beslissing of een daad van de overheid;
- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;
- de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.
- documenten afgeleverd voor tewerkstelling en sociale zaken;
- documenten afgeleverd betreffende huisvesting;
- documenten afgeleverd betreffende premies.
Artikel 6
Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2025 ."

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohamed Adahchour quitte la séance / verlaat de zitting.
Hakim Aissati quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohamed Arabi quitte la séance / verlaat de zitting.

14.10.2026/A/0009 **Département Finances**
Finances - Budget communal 2026 - Modification budgétaire n°01-2026.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Considérant qu'il y a lieu d'intégrer le résultat du compte 2025, les budgets ordinaire et extraordinaire 2026 doivent être ajustées ;
Vu le tableau des modifications budgétaires ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la modification budgétaire ordinaire et extraordinaire n°01-2026.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif, 11 abstentions.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentelijke begroting 2026 - Begrotingswijziging nr. 01-2026.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Overwegende dat het resultaat van de rekening 2025 moet worden opgenomen via een begrotingswijziging in de gewone en buitengewone begroting van 2026 ;
Gezien de tabel van de begrotingswijzigingen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen;

BESLUIT:

Enig artikel:
De begrotingswijziging (gewone en buitengewone) nr. 01-2026 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 11 onthoudingen.

14.10.2026/A/0010 **Département Finances**
Finances - Budget communal 2026 - Modification budgétaire n°02-2026.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Considérant que certaines allocations de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire 2026 doivent être ajustées ;
Vu le tableau des modifications budgétaires ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la modification budgétaire ordinaire et extraordinaire n°02-2026.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 23 votes positifs, 1 vote négatif, 13 abstentions.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentelijke begroting 2026 - Begrotingswijziging nr. 02-2026.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Overwegende dat sommige kredieten van de gewone en buitengewone begroting 2026 dienen gewijzigd te worden;
Gezien de tabel van de begrotingswijzigingen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen;

BESLUIT:

Enig artikel:
De begrotingswijziging (gewone en buitengewone) nr. 02-2026 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 23 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 13 onthoudingen.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting.
Taoufik Hamzaoui préside la séance / zit de zitting voor.

14.10.2026/A/0011 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Marchés publics - Prise de connaissance des délibérations du Collège - Article 234§3 de la Nouvelle Loi communale.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;
Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance " ;
EST INFORME DES DECISIONS SUIVANTES DU COLLEGE :
Séance du 17/09/2026 : Service des Marchés Publics – Marché public de travaux (à prix mixte) relatif au placement de filtres anticalcaires en amont des chaudières murales dans les logements communaux situés sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean – Marché public réalisé par procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense : 86.000,00 EUR HTVA, soit 91.160,00 EUR TVAC (6% TVA) à l'article 9220/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et financé par emprunts.
Séance du 17/09/2026 : Service des Marchés Publics – Marché public de fournitures (à prix global) relatif à l'achat de livres de l'éditeur Die Keure pour les écoles communales néerlandophones pour l'année scolaire 2026-2027 – Marché public réalisé par procédure négociée sans publication préalable - Montant estimé de la dépense : 72.095,00 EUR HTVA, soit 76.420,50 EUR TVAC (6% TVA) à l'article budgétaire 7222/124-02 du budget ordinaire 2026.
Séance du 17/09/2026 : Service des Marchés Publics – Marché public de s ervices (à bordereau de prix) relatif à la location de terminaux de paiement pour une durée

de 4 ans – Procédure négociée sans publication préalable – Estimation de la dépense : 115.702,48 EUR HTVA, soit 140.000 EUR TVAC aux articles 1040/124-12, 7340/124-12, 76241/124-48, 7671/124-06, 7640/124-12 et 8490/124-48 du budget ordinaire 2026.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Overheidsopdrachten - Kennisname van beraadslagingen van het College - Artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;
Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeetewet dat bepaalt : "het College van Burgemeester en Schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen" ;
WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE COLLEGEBESLUITEN :
Zitting van 17/09/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken (tegen gemengde prijsvaststelling) betreffende de plaatsing van antikalkfilters stroomopwaarts van de muurverwarmingsketels in gemeentelijke woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Geraamd bedrag van de uitgave : 86.000,00 EUR Excl. BTW, of 91.160,00 EUR Incl. BTW (6%) op artikel 9220/724-60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2026 en door leningen gefinancierd.
Zitting van 17/09/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor leveringen (tegen globale prijs) betreffende de “Aankoop van boeken van uitgeverij Die Keure voor de Nederlandstalige gemeentelijke scholen voor het schooljaar 2026-2027” – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Geraamd bedrag van de uitgave : 72.095,00 EUR excl. btw, ofwel 76.420,50 EUR incl. 6% btw op artikel 7222/124-02 van de gewone begroting van dienstjaar 2026.
Zitting van 17/09/2026 : Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor diensten (tegen prijslijst) betreffende de huur van betaalterminals voor een periode van 4 jaar - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Geraamd bedrag van de uitgave : 115.702,48 EUR Excl. BTW, of 140.000 EUR Incl. BTW op artikels 1040/124-12, 7340/124-12, 76241/124-48, 7671/124-06, 7640/124-12 en 8490/124-48 van de gewone begroting van dienstjaar 2026.

De Raad neemt kennis.

14.10.2026/A/0012 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de services pour différentes missions d’études de pollution du sol concernant des projets initiés par le Département Infrastructures et Développement Urbain - Convention relative au lot 1 de la "Centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale" - 2025H0044

LE CONSEIL,

Considérant que l'Administration bruxelloise « Bruxelles Environnement » a constaté que de nombreux organismes publics actifs en Région de Bruxelles-Capitale rencontrent des difficultés lorsqu'ils sont confrontés à des terrains publics qui sont pollués et qu'ils doivent gérer ces pollutions ;
Considérant que ces difficultés sont notamment liées à la passation des marchés publics pour la désignation de bureaux d'études agréés et chargés de réaliser, conformément à la législation sol applicable, les études de sol sur ces terrains ;
Considérant qu'en 2025, Bruxelles Environnement a relancé sa « centrale de marchés » pour aider les organismes publics bruxellois à faire réaliser ces études de sols (ci-après la « Centrale ») ;
Considérant que conformément à l'article 2, 4°, 2ème tiret et à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, la Centrale agit comme intermédiaire : les organismes publics bruxellois qui le souhaitent peuvent faire appel à elle pour acheter des services via le marché conclu avec les experts agréés ayant remis l'offre régulière la plus basse ;
Considérant que les services visent une série d'études de sols relatives aux pollutions en Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que dans un souci de qualité, Bruxelles Environnement semble être la structure la plus à même d'attribuer ce marché à des experts agréés et dignes de confiance ;
Considérant que le Lot 1 « Etudes de la pollution des sols sur les communes de Jette, Ganshoren, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, Molenbeek-Saint-Jean, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre » a été attribué en première position à Aries Consultants S.A., dont le siège social se situe rue des Combattants 96 à 1301 Wavre, avec le numéro d'entreprise BE0479.056.373, et en seconde position à TAUW Belgique dont le siège social se situe Remylaan 4C boîte 3 à 3018 Wijgmaal, avec le numéro d'entreprise BE0452.508.562 ;
Considérant que les deux entreprises désignées pour le Lot 1 de la Centrale sont classées en cascade, à savoir que la Commune doit d'abord contacter l'expert classé en première position pour demander offre, soit Aries Consultants S.A., et ne peut consulter le second expert que dans le cadre des conditions reprises dans la convention ;
Prend connaissance de la convention, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, Bruxelles Environnement, Aries Consultants S.A. et TAUW Belgique dont l'objet est de fixer les droits et les obligations de chaque partie à la suite de la mise en place par Bruxelles Environnement de la Centrale, et suite à l'attribution du marché aux experts agréés ;
Vu la nouvelle loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, Bruxelles Environnement, Aries Consultants SA et TAUW Belgique en vue d'adhérer à la « Centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région-Bruxelloise ».

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienstenopdracht voor verschillende missies van bodemverontreiningsstudies betreffende projecten door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgestart - Overeenkomst betreffende perceel 1 van de "Aankoopcentrale voor bodemonderzoek voor besturen die actief zijn in het Brussels Gewest" - 2025H004

DE RAAD,

Overwegende dat de Brusselse administratie « Leefmilieu Brussel » heeft vastgesteld dat tal van overheidsinstellingen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moeilijkheden ondervinden wanneer zij worden geconfronteerd met openbare terreinen die verontreinigd zijn en wanneer zij deze verontreinigingen dienen te beheren;
Overwegende dat deze moeilijkheden met name verband houden met het plaatsen van overheidsopdrachten voor de aanwijzing van erkende studiebureaus die overeenkomstig de toepasselijke bodemwetgeving belast zijn met het uitvoeren van bodemstudies op deze terreinen;
Overwegende dat Leefmilieu Brussel in 2025 zijn « aankoopcentrale » opnieuw heeft gelanceerd om de Brusselse overheidsinstellingen te helpen bij het laten uitvoeren van deze bodemstudies (hierna de « Centrale » genoemd);
Overwegende dat de Centrale overeenkomstig artikel 2, 4°, tweede streepje, en artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, optreedt als tussenpersoon: de Brusselse overheidsinstellingen die dit wensen, kunnen een beroep op haar doen om diensten aan te kopen via de opdracht die werd gesloten met de erkende deskundigen die de laagste regelmatige offerte hebben ingediend;
Overwegende dat de diensten betrekking hebben op een reeks bodemstudies met betrekking tot verontreinigingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Overwegende dat Leefmilieu Brussel, met het oog op de kwaliteit, de structuur lijkt te zijn die het best geplaatst is om deze opdracht toe te wijzen aan erkende en betrouwbare deskundigen;
Overwegende dat Perceel 1 « Bodemverontreinigingsonderzoeken op het grondgebied van de gemeenten Jette, Ganshoren, Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe » op de eerste plaats werd toegewezen aan Aries Consultants NV, met maatschappelijke zetel te 1301 Waver, Rue des Combattants 96, met ondernemingsnummer BE0479.056.373, en op de tweede plaats aan TAUW België, met maatschappelijke zetel te 3018 Wijgmaal, Remylaan 4C bus 3, met ondernemingsnummer BE0452.508.562;
Overwegende dat de twee ondernemingen die voor Perceel 1 van de Centrale zijn aangewezen, volgens een cascadesysteem zijn gerangschikt, hetgeen betekent dat de Gemeente zich eerst dient te wenden tot de deskundige die op de eerste plaats is gerangschikt om een offerte te vragen, zijnde Aries Consultants NV, en dat zij de tweede deskundige slechts kan raadplegen onder de voorwaarden opgenomen in de overeenkomst;
Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Leefmilieu Brussel, Aries Consultants NV en TAUW België, die tot doel heeft de rechten en verplichtingen van elke partij vast te leggen naar aanleiding van de oprichting van de Centrale door Leefmilieu Brussel en de gunning van de opdracht aan de erkende deskundigen;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:
De overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Leefmilieu Brussel, Aries Consultants NV en TAUW België goed te keuren met het oog op de toetreding tot de « Aankoopcentrale voor bodemonderzoek voor besturen die actief zijn in het Brussels Gewest ».

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0013 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale - Réaménagement de la rue d'Osseghem dans le cadre du Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) et pour les interventions en faveur de la résilience de l'espace public - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Vu la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 14/07/2026 pour l'obtention d'un subside de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'organisation et l'exécution du réaménagement de la rue Osseghem dans le cadre de son Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) et pour des interventions en faveur de la résilience de l'espace public;
Considérant qu'en date du 24/09/2026 la Région de Bruxelles-Capitale a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 1.842.515,58 EUR pour le réaménagement de la rue Osseghem ;
Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;
Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de régissant l'octroi du subside pour le réaménagement de la rue Osseghem dans le cadre du Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) et pour les interventions en faveur de la résilience de l'espace public.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Heraanleg van de Osseghemstraat in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de wegen en de openbare ruimtes (PAVE) en interventies ten gunste van de veerkracht van de openbare ruimte - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 13/06/2025 voor het verkrijgen van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de organisatie en de uitvoering van de heraanleg van de Osseghemstraat in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de wegen en de openbare ruimtes (PAVE) en interventies ten gunste van de veerkracht van de openbare ruimte;
Overwegende dat op 24/09/2026 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 1.842.515,58 EUR voor de heraanleg van de Osseghelstraat ;
Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:
De overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek die de procedure tot toekenning van de subsidie vastlegt voor de heraanleg van de Osseghemstraat in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de wegen en de openbare ruimtes (PAVE) en interventies ten gunste van de veerkracht van de openbare ruimte.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale - Travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière 2026 - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Vu la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 14/07/2026 pour l'obtention d'un subside de la part de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière;
Considérant qu'en date du 22/09/2026 la Région de Bruxelles-Capitale a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 142.815,00 EUR afin d'organiser et d'exécuter de petits travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales de 2026 ;
Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;
Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale régissant l'octroi de la subvention dans le cadre des travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Infrastructuurwerken om de verkeersveiligheid te verhogen 2026 - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 14/07/2026 voor het verkrijgen van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van infrastructuurwerken om de verkeersveiligheid te verhogen;
Overwegende dat op 22/09/2026 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 142.815,00 EUR heeft toegekend voor de organisatie en de uitvoering van kleine infrastructuurwerken voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen van 2026;
Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;
Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:
De overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek die de procedure tot toekenning van de subsidie vastlegt in het kader van de infrastructuurwerken om de verkeersveiligheid te verhogen.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Mohamad Chehade quitte la séance / verlaat de zitting.

14.10.2026/A/0015 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale - Équipements et Infrastructures - Installation de stationnement vélo - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Vu la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 14/07/2026 pour l'obtention d'un subside de la part de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subventions équipements et infrastructures;
Considérant qu'en date du 24/09/2026 la Région de Bruxelles-Capitale a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 32.040,00 EUR afin d'installer 13 arceaux et 2 abris vélo dans et aux abords du Parc Pévenage ;
Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;
Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale régissant l'octroi du subside pour installer 13 arceaux

et 2 abris vélo dans et aux abords du Parc Pévenage

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Uitrusting en Infrastructuur - De plaatsing van fietsparkings - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 14/07/2026 voor het verkrijgen van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de subsidies voor uitrusting en infrastructuur;
Overwegende dat op 24/09/2026 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 32.040,00 EUR voor de plaatsing van 13 fietsbeugels en 2 fietsoverkappingen in en rond het Pévénagepark;
Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;
Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:
De overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek die de procedure tot toekenning van de subsidie vastlegt voor de plaatsing van 13 fietsbeugels en 2 fietsoverkappingen in en rond het Pévénagepark

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0016 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2019 portant des mesures d'exécution sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
Vu la conférence des Bourgmestres du 28/05/2025 ayant validé les conditions du tarif de rotation suite à une présentation conjointe de Sibelga et Brulocalis ;
Considérant que le territoire molenbeekois compte actuellement 178 points de charge, soit +/- 89 bornes de recharge pour véhicules électriques (chiffres de juin 2026) ;
Considérant les objectifs de la Région de Bruxelles Capital d'atteindre 11.000 points de charge (PC) à l'horizon 2035 sur l'ensemble de la Région, et que dès lors la commune de Molenbeek-Saint-Jean doit encore en placer près de 419 d'ici 2035 ;

Considérant que Brulocalis a été mandaté par la Conférence des Bourgmestres pour rédiger un modèle de convention visant l'introduction d'un tarif de rotation ;
Considérant que le tarif de rotation a pour objectif d'optimaliser l'usage des bornes de recharge ainsi que leur déploiement ;
Considérant effectivement que les zones de chargement sont exemptées de redevance sur le stationnement et que des utilisateurs bénéficient ainsi de la gratuité du parking en laissant leur véhicule électrique sur l'emplacement une fois la charge terminée ou en allongeant au maximum le temps de charge par l'emploi d'un chargement de faible puissance ;
Considérant la méthode tarifaire suivante :

- Le tarif est unique et sans plafond (pour des raisons techniques). Ce tarif est porté à 0,06 €/min, soit 46,8€/24h. Le montant est toutefois fixé en dehors de la présente convention (conférence des Bourgmestre 28/05/2025) ;
- La tranche horaire applicable est de 9h à 22h, soit 13h/jour pour éviter que les riverains ne doivent déplacer leur véhicule en pleine nuit ;
- Le tarif de rotation s'applique directement après la fin de la recharge (impossible actuellement de faire autrement pour des raisons techniques) ;
- Le même tarif s'applique sur l'ensemble du territoire bruxellois ;

Considérant que la Convention prévoit que le concessionnaire perçoive le tarif de rotation, s'acquitte de la totalité de la TVA et reverse 95% à Sibelga ;
Considérant que Sibelga centralise les recettes du tarif de rotation et les redistribue ensuite au prorata aux communes et à la Région en tant que gestionnaires de voirie ;
Considérant que Molenbeek-Saint-Jean est l'une des dernières communes qui doit encore ratifier cette convention ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver et de faire sien le projet de convention ci-annexé relatif à la mise en œuvre du tarif de rotation entre Sibelga et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Le point est reporté.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit – Overeenkomst ter uitvoering van het rotatietarief tussen Sibelga en het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen ;
Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 maart 2019 tot vaststelling van uitvoeringsmaatregelen voor de uitrol van een infrastructuur voor alternatieve brandstoffen ;
Gelet op de conferentie van Burgemeesters van 28/05/2025 die de voorwaarden van het rotatietarief na een gezamelijke presentatie van Sibelga en Brulocalis heeft goedgekeurd ;
Overwegende dat het grondgebied van Molenbeek momenteel 178 laadpunten telt, hetzij +/- 89 oplaadpunten voor electrische voertuigen (cijfers van juni 2026) ;
Overwegende de doelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om 11.000 laadpunten (LP) tegen 2035 in het hele Gewest te bereiken, en dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek er tegen 2035 nog bijna 419 moet plaatsen ;
Overwegende dat Brulocalis door de Conferentie van Burgemeesters gemachtigd is om een modelovereenkomst voor de invoering van een rotatietarief op te maken ;
Overwegende dat het rotatitarief tot doel heeft het gebruik van de laadpalen en de uitrol ervan evenals hun plaatsing te optimaliseren ;
Overwegende dat de laadzones inderdaad van parkeerheffingsrechten vrijgesteld zijn en dat gebruikers dus kunnen profiteren van gratis parkeren door hun elektrische voertuig op de plaats te laten staan zodra het de laadbeurt is voltooid of

door de laadtijd maximaal te verlengen door gebruik te maken van een lader met laag vermogen ;
Rekening houdend met de volgende tariefmethode :

- Het tarief is unief en zonder maximum plafond (om technische redenen). Dit tarief wordt verhoogd tot 0,06 €/min., wat wil zeggen 46,8€/24u. Het bedrag wordt echter vastgesteld buiten deze overeenkomst (conferentie van Burgemeesters 28/05/2025) ;
- De toepasselijke tijdsperiode loopt van 9u tot 22u, hetzij 13u/dag om te voorkomen dat omwonenden hun voertuig midden in de nacht moeten verplaatsen ;
- Het rotatietarief is direct van toepassing na het einde van het opladen (momenteel is het om technische redenen niet mogelijk om het anders te doen) ;
- Hetzelfde tarief geldt voor het gehele Brusselse grondgebied ;

Overwegende dat de Overeenkomst bepaalt dat de concessiehouder het rotatietarief ziet, de volledige BTW betaalt en daarvan 95% aan Sibelga afdraagt ;
Overwegende dat Sibelga de inkomsten uit het rotatietarief centraliseert en vervolgens pro rata herverdeelt onder de gemeenten en het Gewest als wegbeheerders ;
Overwegende dat Sint-Jans-Molenbeek een van de laatste gemeenten is die deze overeenkomst nog moet ratificeren ;

BESLUIT :

Enig artikel:
Het hierbij gevoegde ontwerp van overeenkomst met betrekking tot de invoering van het rotatietarief tussen Sibelga en de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Het punt wordt verdaagd.

14.10.2026/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**
Action sociale et Santé - Chèques-taxi à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention pour l'année 2026.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que cette convention prévoit que la Région de Bruxelles-Capitale organise un service de chèque-taxi applicable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que dans ce cadre la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et permettant aux personnes à mobilité réduite ou à faible revenu de les utiliser tel que défini à l'article 1 de la convention ci-jointe ;
Considérant que le montant de la subvention est de 21.975,00 EUR;
Considérant que la subvention sera confirmée par un arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que la subvention de 21.975,00 EUR sera liquidée en deux tranches ;
Considérant qu'une première tranche de 19.777,50 EUR (90%) sera liquidée sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification de l'arrêté à la commune bénéficiaire ;
Considérant que le solde correspondant à 2.197,50 EUR (10%) sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de la preuve du paiement des chèques-taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de

l'utilisation effective des chèques-taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques-taxis qui les récupère après leur utilisation (le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés) ;
Vu le courriel en date du 23 juillet 2026 de la Direction Transport de Personnes de Bruxelles Mobilité pour le Service public régional de Bruxelles indiquant que la Convention doit être signée préalablement avant de pouvoir demander l'engagement budgétaire ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver et de signer le projet de la convention réglant l'octroi d'une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle pour 2026 et de transmettre un dossier complet à l'autorité subsidiant, c'est-à-dire le Région Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie en gezondheid - Taxicheque met universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Overeenkomst voor het jaar 2026.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een dienstverlening voor taxicheques organiseert die van toepassing is op het ganse grondgebied van het Gewest;
Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit kader een bijzondere toelage toekent tot de verdeling van taxicheques met universele waarde door de Gemeente, opdat personen met een beperkte mobiliteit of met een laag inkomen deze effectief kunnen gebruiken zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;
Overwegende dat het bedrag van de subsidie 21.975,00 EUR bedraagt;
Overwegende dat de subsidie via een ministerieel besluit van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest zal worden bevestigd;
Overwegende dat de subsidie van 21.975,00 EUR in twee schijven zal uitbetaald worden;
Overwegende dat een eerste schijf van 19.777,50 EUR (90%) op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming wordt uitbetaald en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de begunstigde;
Overwegende dat het saldo dat overeenstemt aan een bedrag van 2.197,50 (10%) maximum van het bedrag van de subsidie betaald zal worden na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques die effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke firma van de taxicheques en die deze recupereert na hun gebruik (het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques);
Gelet op de mail van 23 juli 2026 van de Directie Personenvervoer van Brussel Mobiliteit voor de Brussels Gewestelijke Overheidsdienst waarin wordt aangegeven dat de overeenkomst eerst moet worden ondertekend voordat de begrotingsvastlegging kan worden aangevraagd;

BESLUIT :

Enig artikel:
Het ontwerp van de overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen die de toekenning van een bijzondere toelage regelt tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde voor 2026 door de Gemeente en een compleet dossier over te maken aan de subsidiërende overheid, namelijk het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

14.10.2026/A/0018 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Service des Sports - Révision du Règlement communal relatif à l'octroi de créneaux horaires d'occupation et ses annexes (Annexe A : Grille de tarification et annexe B : Formulaire de demande d'occupation) et du Règlement d'ordre intérieur relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 24 novembre 2021 décidant notamment :

- Article 1 : d'approuver et de faire sien le règlement et ses annexes (Annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) relatifs à l'octroi de créneaux horaires d'occupation de la piscine olympique Louis Namèche ;
- Article 2 : de faire entrer en vigueur la nouvelle tarification au 1er janvier 2022 et de faire appliquer la nouvelle réglementation relative à l'octroi de créneaux horaires à partir du 1er décembre 2021 ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 juin 2023 décidant notamment :

- Article 1 : d'approuver et de faire sien le règlement et ses annexes (Annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) relatifs à l'octroi de créneaux horaires et d'ordre intérieur pour ses infrastructures sportives communales ;

Considérant que, depuis l'approbation, en date du 24 novembre 2021 et du 21 juin 2023, des règlements communaux relatifs à l'octroi des créneaux horaires, à l'occupation des infrastructures sportives communales et à la mise en place des nouvelles tarifications, ces dispositions n'ont plus été révisées, que les tarifs n'ont pas été indexés jusqu'à ce jour et qu'ils ne reflètent plus la réalité économique actuelle ;
Considérant que le Service des Sports fait face à une hausse majeure des coûts énergétiques (chauffage des halls, éclairage, maintenance des piscines) et des frais d'entretien des infrastructures sportives ;
Considérant qu'il est impératif de préserver la qualité de l'offre sportive et la sécurité des usagers, ce qui requiert des recettes complémentaires directes pour couvrir une partie des coûts réels de fonctionnement ;
Vu la Nouvelle Loi Communale (NLC) applicable en Région de Bruxelles-Capitale, et notamment :

- L'article 117, conférant au Conseil communal la gestion des affaires de la commune ;
- L'article 119, relatif à la compétence du Conseil pour adopter des règlements d'administration intérieure et des ordonnances de police locale ;
- L'article 252, concernant l'établissement des taxes et rétributions communales ;

Considérant le principe de proportionnalité, maintenant des tarifs préférentiels pour

les clubs molenbeekois, les écoles, les jeunes et les publics précarisés afin de garantir la mission sociale du sport ;
Vu la délibération du Conseil du 24 novembre 2021, la délibération du Conseil du 21 juin 2023, les propositions de révision du Règlement communal relatif à l'octroi de créneaux horaires d'occupation et de ses annexes, à savoir l'Annexe A : Grille de tarification et annexe B : Formulaire de demande d'occupation, ainsi que du Règlement d'ordre intérieur relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales ci - annexées,
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DÉCIDE :

Article 1 : Approbation de la révision du règlement communal et de la hausse tarifaire
D'approuver les propositions de révision du Règlement communal relatif à l'octroi des créneaux horaires et de ses annexes, à savoir l'Annexe A : Grille de tarification et annexe B : Formulaire de demande d'occupation, ainsi que du Règlement d'ordre intérieur relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales, conformément au tableau annexé à la présente délibération, ainsi que du Règlement d'ordre intérieur relatif à l'occupation des infrastructures sportives communales.
Article 2 : Indexation
D'approuver que les tarifs approuvés par la présente délibération soient indexés une fois par an sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante : **Tarif de base × nouvel indice / indice de départ = nouveau tarif.**
Article 3 : Date d'entrée en vigueur 1 novembre 2026.
Le présent règlement entrera en vigueur 1 novembre 2026.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sportdienst – Herziening van het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van tijdsloten voor het gebruik van gemeentelijke sportinfrastructuur en de bijbehorende bijlagen (Bijlage A: Tarievenrooster en Bijlage B: Aanvraagformulier voor het gebruik), alsook van het huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuur

DE RAAD,

Gelet ophet besluit van de Gemeenteraad van 24 november 2021, waarbij onder meer werd beslist:

- Artikel 1**:** het reglement en de bijlagen ervan (Bijlage A: Signaalfiche en Bijlage B: Tariefrooster) betreffende de toekenning van gebruiksuren van het olympisch zwembad Louis Namèche goed te keuren en zich deze eigen te maken;
- Artikel 2**:** de nieuwe tarieven in werking te laten treden op 1 januari 2022 en de nieuwe regelgeving betreffende de toekenning van gebruiksuren toe te passen vanaf 1 december 2021;

Gelet ophet besluit van de Gemeenteraad van 21 juni 2023, waarbij onder meer werd beslist:

- Artikel 1**:** het reglement en de bijlagen ervan (Bijlage A: Signaalfiche en Bijlage B: Tariefrooster) betreffende de toekenning van gebruiksuren en het huishoudelijk reglement voor de gemeentelijke sportinfrastructuren goed te keuren en zich deze eigen te maken;

Overwegende dat, sinds de goedkeuring op 24 november 2021 en 21 juni 2023 van

de gemeentelijke reglementen betreffende de toekenning van gebruiksuren, het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren en de invoering van de nieuwe tarieven, deze bepalingen niet meer werden herzien, de tarieven tot op heden niet werden geïndexeerd en zij niet langer beantwoorden aan de huidige economische realiteit;
Overwegende dat de Sportdienst geconfronteerd wordt met een aanzienlijke stijging van de energiekosten (verwarming van de sporthallen, verlichting, onderhoud van de zwembaden) en van de onderhoudskosten van de sportinfrastructuren;
Overwegende dat het noodzakelijk is de kwaliteit van het sportaanbod en de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, hetgeen bijkomende rechtstreekse inkomsten vereist om een deel van de werkelijke exploitatiekosten te dekken;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (NGW), zoals van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en in het bijzonder:

- Artikel 117, dat de Gemeenteraad belast met het beheer van de gemeentelijke aangelegenheden;
- Artikel 119, betreffende de bevoegdheid van de Gemeenteraad om reglementen van inwendig bestuur en plaatselijke politieverordeningen vast te stellen;
- Artikel 252, betreffende de vaststelling van gemeentelijke belastingen en retributies;

Overwegende het evenredigheidsbeginsel, waarbij voordelige tarieven voor Molenbeekse clubs, scholen, jongeren en kansarme bevolkingsgroepen behouden blijven teneinde de sociale opdracht van sport te waarborgen;
Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 24 november 2021, het besluit van de Gemeenteraad van 21 juni 2023, de voorstellen tot herziening van het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van gebruiksuren en de bijlagen ervan, namelijk **Bijlage A:** Tariefrooster en Bijlage B: Aanvraagformulier voor gebruik, alsook het huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren, die als bijlage bij deze beraadslaging zijn gevoegd;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen **;**

BESLUIST:

Artikel 1: Goedkeuring van de herziening van het gemeentelijk reglement en de tariefverhoging
De voorstellen tot herziening van het gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van gebruiksuren en de bijlagen ervan, namelijk Bijlage A: Tariefrooster en Bijlage B: Aanvraagformulier voor gebruik, alsook het huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuren, goed te keuren overeenkomstig de tabel die als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd.
Artikel 2: Indexering
Goed te keuren dat de tarieven die bij deze beraadslaging worden vastgesteld, eenmaal per jaar worden geïndexeerd op basis van de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen, volgens de volgende formule:
Basistarief × nieuwe index / aanvangsindex = nieuw tarief.
Artikel 3: Datum van inwerkingtreding
Het onderhavige reglement treedt in werking op **1 november 2026**.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

14.10.2026/A/0019 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia, conseillère

communale MR, relative à la sécurité routière au carrefour chaussée de Gand / boulevard Mettewie - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame la Bourgmestre,Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Un nouvel accident de circulation s'est produit ce dimanche, vers 16h30, au carrefour de la chaussée de Gand et du boulevard Louis Mettewie. Une collision impliquant un tram et une personne circulant à trottinette s'est produite. Cette dernière, grièvement blessée, a dû être prise en charge par les secours et transportée à l'hôpital.

Sans préjuger des circonstances précises ni des responsabilités dans cet accident, cet événement doit nous amener à nous interroger sur la sécurité de ce carrefour particulièrement fréquenté de notre commune.

La chaussée de Gand et le boulevard Mettewie constituent deux axes importants où se côtoient quotidiennement automobilistes, transports en commun, piétons, cyclistes et utilisateurs de trottinettes.

Compte tenu des accidents qui se produisent à cet endroit, le Collège compte-t-il solliciter auprès de la zone de police et de Bruxelles Mobilité une analyse de l'accidentologie et de l'aménagement de ce carrefour, notamment en matière de vitesse, de visibilité, de traversées des usagers vulnérables et de signalisation, et, si des difficultés sont identifiées, demander la mise en œuvre de mesures permettant d'en améliorer la sécurité ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de File MR

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de verkeersveiligheid op het kruispunt Gentsesteenweg / Mettewielaan - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

14.10.2026/A/0020 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Van Merris, conseiller communal MR, relative au contrôle démocratique de la politique de sécurité après la suppression du Conseil de police - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame la Bourgmestre,

Depuis le 2 juillet dernier, les conseils de police ont été supprimés. Leurs compétences sont désormais exercées principalement par le Collège de police, tandis que le contrôle démocratique de la politique policière doit être renforcé au sein des conseils communaux.

Cette réforme vise à simplifier la gouvernance des zones de police et à rapprocher le débat sur la sécurité des communes et de leurs habitants. Elle implique toutefois que chaque commune organise concrètement ce contrôle démocratique.

Cette question revêt une importance particulière à Molenbeek. Notre commune a récemment été confrontée à plusieurs faits graves, notamment des fusillades dans le secteur de l'avenue De Roovere et des problèmes persistants dans le quartier Heyvaert. Une ordonnance interdisant certains rassemblements nocturnes y a d'ailleurs été prise à la suite d'un rapport de la zone de police Bruxelles-Ouest.

Jusqu'à présent, les conseillers de police pouvaient directement interroger les responsables de la zone, examiner son budget, ses comptes, ses recrutements et ses priorités opérationnelles. Avec la disparition du Conseil de police, il est essentiel de savoir comment les conseillers communaux pourront désormais exercer ce contrôle.

Madame la Bourgmestre, pouvez-vous dès lors répondre aux questions suivantes ?

1. Comment le Collège compte-t-il organiser, au sein du Conseil communal de Molenbeek, le contrôle démocratique des décisions prises par le Collège de police ?
2. Les conseillers communaux recevront-ils régulièrement un rapport sur la situation sécuritaire à Molenbeek, les opérations menées, les effectifs disponibles et l'utilisation des moyens budgétaires de la zone ?
3. À quelle fréquence un débat consacré à la sécurité et au fonctionnement de la zone de police sera-t-il inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal ?
4. Les conseillers auront-ils accès aux décisions, aux budgets, aux comptes et aux autres documents publics qui étaient auparavant examinés par le Conseil de police ?
5. Selon quelle procédure pourront-ils interroger la bourgmestre, en sa qualité de membre du Collège de police, sur les décisions prises par celui-ci ?
6. Le chef de corps ou son représentant pourra-t-il être invité à présenter périodiquement la situation de la zone et à répondre aux questions des conseillers communaux ?

La suppression du Conseil de police ne peut pas conduire à une diminution de l'information des élus ni à une concentration des décisions entre les seuls bourgmestres. Elle doit, au contraire, permettre un contrôle plus direct et plus transparent au sein de chaque conseil communal.

À Molenbeek, où la sécurité constitue l'une des premières préoccupations des habitants, ce nouveau dispositif doit être mis en place rapidement.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier Van Merris

Conseiller communal.

Le point est retiré de l'ordre du jour, la réponse ayant déjà été donnée.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mijnheer Van Merris, MR-gemeenteraadslid, betreffende de democratische controle op het veiligheidsbeleid na de afschaffing van de Politieraad - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald, aangezien het antwoord reeds werd gegeven.

14.10.2026/A/0021 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale de Monsieur Didier Milis, Conseiller communal MR, relative aux déclarations de Monsieur Dirk De Block au sujet de l'absence de quorum au conseil communal - Report 16/09/2026.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège.

Dans l'émission « 100 % Belge », diffusée sur LN24 le lundi 7 septembre 2026, Stéphane Pauwels s'est publiquement indigné de l'annulation du Conseil communal de Molenbeek faute de quorum, la qualifiant de situation « honteuse »

Les Molenbeekois assistent en effet, médusés, à une majorité incapable de réunir ses propres élus pour permettre à l'institution communale de fonctionner.

Une déclaration de Monsieur Dirk De Block à BRUZZ interpelle particulièrement. Il a expliqué qu'il ne rassemblerait pas ses conseillers, notamment parce qu'il était déjà certain qu'aucun quorum ne serait atteint.

Nous découvrons donc que Monsieur De Block est devenu Madame Irma, avant même le début de la séance, il savait qu'elle ne pourrait pas se tenir. Une capacité de prédiction assez remarquable… mais qui pose une question beaucoup moins amusante, comment le premier échevin pouvait-il savoir, à l'avance, que la majorité ne serait pas en mesure d'assurer le quorum?

Cette certitude ne révèle-t-elle pas que l'absence des élus de la majorité n'était ni imprévisible ni accidentelle, mais parfaitement anticipée ? Dans ce cas, pourquoi aucune initiative n'a-t-elle été prise pour éviter la tenue d'un Conseil communal dont l'annulation semblait, selon Monsieur De Block lui-même, annoncée d'avance ?

Cette séance a pourtant mobilisé les services communaux, les techniciens et les conseillers présents, avec les coûts que cela implique pour la Commune, notamment en jetons de présence. Pourquoi faire supporter cette dépense aux Molenbeekois si la majorité savait, avant même la séance, qu'elle ne réunirait pas le quorum ?

Depuis, Monsieur De Block semble avoir rangé sa boule de cristal pour réécrire l'histoire. Il affirme désormais que les conseillers PTB ont toujours été présents et à l'heure.

Il oublie toutefois un détail, lors de la séance du 4 septembre, trois échevins PTB étaient absents. L'opposition, quant à elle, n'a quitté la salle qu'après le constat de l'absence de quorum, elle ne peut donc être tenue pour responsable de l'annulation de la séance.

Madame Irma De Block aurait-elle aussi le don de faire disparaître les absents de son propre parti ?

Le Collège peut-il enfin expliquer clairement ce qui se passe au sein de sa majorité et garantir que le fonctionnement normal du Conseil communal ne dépendra plus des

talents divinatoires de Monsieur De Block ?

Merci pour vos réponses,

Didier Millis, Chef de groupe.

Le point est retiré de l'ordre du jour, la réponse ayant déjà été donnée.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag van de heer Didier Milis, MR-Gemeenteraadslid, over de verklaringen van de heer Dirk De Block betreffende het ontbreken van een quorum in de gemeenteraad - Uitstel 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald, aangezien het antwoord reeds werd gegeven.

Rachid Mahdaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

14.10.2026/A/0022 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Garcia , Conseillère communale MR, relative aux nouveaux licenciements à la Misson locale et à Molenbeek formation.

Madame la Bourgmestre,

Le 30 septembre dernier, les organisations syndicales étaient une nouvelle fois présentes devant notre Conseil communal. Leur demande était très claire : après les 40 suppressions de postes décidées au sein de l'administration communale et du CPAS, elles souhaitaient obtenir des garanties quant à l'absence de nouveaux licenciements.

Moins d'une semaine plus tard, nous apprenons que sept travailleurs et travailleuses ont été licenciés à la Mission Locale et à Molenbeek Formation.

Certes, ces deux ASBL sont juridiquement distinctes de l'administration communale et du CPAS. Mais elles sont étroitement liées à notre commune et des représentants communaux siègent au sein de leurs instances.

Plus préoccupant encore, les organisations syndicales dénoncent l'absence de critères objectifs de licenciement, un manque de transparence concernant les raisons économiques avancées ainsi qu'une concertation sociale qui n'aurait pas permis d'examiner réellement des solutions alternatives.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

1. Le Collège avait-il connaissance de ces licenciements lorsqu'au Conseil communal du 30 septembre les syndicats demandaient des garanties concernant l'emploi ? Si oui, depuis quand ?
2. Combien de personnes ont exactement été licenciées à la Mission Locale et à Molenbeek Formation, et quelles fonctions occupaient-elles ?
3. Quelles sont précisément les raisons financières qui ont conduit à ces licenciements ? Quels subsides ont été perdus ou diminués, pour quels montants et par quels pouvoirs subsidiants ?
4. Les représentants de la Commune siégeant dans les organes de ces deux ASBL ont-

ils été associés à la décision ? Quelle position ont-ils défendue et comment ont-ils voté ?
5. Quelles alternatives aux licenciements ont été examinées avant de prendre cette décision ?
6. Enfin, après les 40 suppressions de postes annoncées à la Commune et au CPAS et ces sept nouveaux licenciements dans des structures liées à la Commune, d'autres suppressions d'emplois sont-elles actuellement envisagées au sein des ASBL communales ou para-communales ?

Les travailleurs de notre commune ont aujourd'hui besoin de transparence. Le Conseil communal également.

Merci pour vos réponses.

Gloria García Fernández
Conseillère communale
Cheffe de file MR

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de nieuwe ontslagen bij de Lokale Missie en bij Molenbeek Formatie.

De Raad neemt kennis.

Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting.
Nouhéb Belghith quitte la séance / verlaat de zitting.
Valérie Loseke Nembalemba quitte la séance / verlaat de zitting.

14.10.2026/A/0023 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Question orale déposée par Madame Sagon, conseillère communale ECOLO GROEN, relative à l'impact des économies du gouvernement flamand sur la politique culturelle néerlandophone et la bibliothèque De Boekenmolen à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over de impact van de Vlaamse besparing op het Nederlandstalige cultuurbeleid en bibliotheek De Boekenmolen in Sint-Jans-Molenbeek.

Begin oktober raakte bekend dat de Vlaamse regering vanaf 2027 de werkingssubsidies voor het Nederlandstalige gemeentelijke cultuurbeleid en de Nederlandstalige bibliotheken in Brussel met 30 procent verlaagt. Voor de negentien Brusselse gemeenten samen daalt het budget onder het Bovenlokaal Cultuurdecreet van 3,7 naar 2,6 miljoen euro. Minister van Cultuur Gennez (Vooruit) gaf zelf aan dat

deze beslissing een grote impact zal hebben op de werking, maar bezorgde nog geen verdere informatie. Minister Van Achter (N-VA) liet weten dat ze nog in gesprek is over een mogelijke opvang van de besparing.

De timing is bijzonder pijnlijk. Amper een maand geleden verschenen de nieuwe PISA-resultaten: Bijna 1 op de 3 Nederlandstalige jongeren haalt het basisniveau lezen niet meer. Bibliotheken kunnen daar een tegenwicht aanbrengen.

Dat geldt zeker voor Sint-Jans-Molenbeek, waar veel kinderen en jongeren opgroeien in een kwetsbare situatie en waar een enorm aantal leerlingen in het Nederlandstalig onderwijs thuis een andere taal spreken. Voor hen is De Boekenmolen vaak de eerste en soms de enige plek waar ze buiten de school met Nederlandstalige boeken in aanraking komen. Wie vandaag bespaart op leesbevordering, betaalt daar morgen de prijs voor in het onderwijs.

Graag had ik antwoord gekregen op de volgende vragen:

1. Over welk bedrag gaat het concreet voor Sint-Jans-Molenbeek? Hoeveel subsidies ontving de gemeente tot nu toe voor het Nederlandstalige cultuurbeleid en voor De Boekenmolen, en hoeveel blijft daarvan over vanaf 2027?
2. Welke impact verwacht het college op De Boekenmolen, onder meer op personeel, openingsuren, collectie en activiteiten?
3. Hoeveel klassen en scholen maken vandaag gebruik van de bibliotheek, en welke gevolgen verwacht het college voor de samenwerking met de Molenbeekse scholen en voor initiatieven rond leesbevordering en taalstimulering?
4. Dreigen bepaalde projecten of samenwerkingen in het Nederlandstalige cultuurbeleid te stoppen of in te krimpen? Zo ja, welke?
5. Hoeveel werd er al bespaard op het Nederlandstalig cultuurbeleid en de bib in de Molenbeekse gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2026 t.o.v. dienstjaar 2025?
6. Overweegt het college om in de begroting 2027 zelf bijkomende middelen vrij te maken om de besparing (gedeeltelijk) op te vangen, zeker voor de werking rond lezen en onderwijs?
7. Zal het college de ministers Gennez en Van Achter aanschrijven, eventueel in coördinatie met de andere Brusselse gemeenten, om de impact van deze besparing aan te kaarten, te wijzen op de tegenstrijdigheid met de dringende nood aan leesbevordering die de PISA-resultaten aantonen, en te pleiten voor compenserende middelen?

Ik dank u.

Hilde Sagon

De Raad neemt kennis.

14.10.2026/A/0024 **Département Services généraux et Démographie**

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à la situation difficile d'un commerce situé Quai des Charbonnages, en raison des chantiers qui se succèdent - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La presse s'est récemment fait l'écho de la situation particulièrement difficile du café Habebe, installé quai des Charbonnages depuis janvier 2025.

Selon son co-gérant, l'établissement aurait perdu près de 60 % de son chiffre d'affaires depuis le début des différents chantiers qui se succèdent dans le quartier du quai des Charbonnages et de Sainctelette.

Au-delà de cette perte considérable de chiffre d'affaires, le témoignage du commerçant met surtout en évidence un problème que nous entendons régulièrement lorsque des travaux importants sont réalisés : le manque d'information, de concertation et de visibilité pour les commerçants concernés.

Dans le cas présent, les commerçants auraient initialement été informés de travaux d'une durée de quatre mois. Or, plusieurs chantiers se sont ensuite succédé et certains travaux devraient se poursuivre jusqu'en 2027.

Nous savons évidemment que tous ces travaux ne relèvent pas nécessairement directement de la commune de Molenbeek. Plusieurs opérateurs et niveaux de pouvoir peuvent intervenir dans des chantiers d'une telle ampleur.

Mais cela ne signifie pas que la commune n'a aucun rôle à jouer.

Lorsqu'un quartier commerçant de Molenbeek est fortement affecté pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, la commune doit pouvoir être l'interlocuteur de proximité des commerçants, relayer leurs difficultés auprès des maîtres d'ouvrage et veiller à ce qu'ils disposent d'informations claires sur le calendrier des travaux, l'accessibilité de leurs commerces et les dispositifs d'aide auxquels ils peuvent éventuellement prétendre.

Un commerce peut difficilement supporter durablement une diminution de fréquentation et de chiffre d'affaires de cette ampleur.

Je souhaiterais dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Le Collège a-t-il connaissance de la situation du café Habebe et, plus largement, des difficultés rencontrées par les commerçants du quai des Charbonnages et des alentours de Sainctelette ?

2. La commune a-t-elle rencontré ou pris contact avec les commerçants concernés depuis le début des travaux ? Si oui, à quelles reprises et quelles difficultés lui ont-elles été signalées ?

3. Quels sont précisément les différents chantiers actuellement en cours ou programmés dans cette zone, quels en sont les maîtres d'ouvrage et quel est leur calendrier prévisionnel jusqu'en 2027 ?

4. Existe-t-il aujourd'hui un dispositif communal permettant d'assurer une information régulière et centralisée des commerçants lorsqu'un chantier important affecte leur activité et leur accessibilité ?

5. La commune intervient-elle auprès de la Région, de Bruxelles Mobilité ou des autres maîtres d'ouvrage concernés afin que l'impact des travaux sur les commerces soit pris en considération et que les différentes phases de chantier soient mieux coordonnées ?

6. Quelles aides, indemnisations ou mesures d'accompagnement sont accessibles aux commerçants qui subissent une perte importante de chiffre d'affaires en raison de travaux de longue durée ? La commune accompagne-t-elle concrètement les commerçants dans leurs démarches pour obtenir ces aides ?

7. Enfin, le Collège envisage-t-il de rencontrer rapidement les commerçants du quartier afin de faire le point avec eux sur leurs difficultés et de mettre en place un interlocuteur clairement identifié qui puisse assurer le suivi jusqu'à la fin des travaux ?

Derrière les chiffres, il y a des indépendants qui ont investi, créé de l'activité et parfois des emplois dans notre commune. Lorsque des travaux nécessaires s'éternisent ou se succèdent, nous devons au minimum nous assurer qu'ils ne soient pas laissés seuls face aux conséquences économiques qu'ils subissent.

Merci pour vos réponses.

Didier Van Merris

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, MR-gemeenteraadslid, betreffende de moeilijke situatie van een handelszaak gelegen aan de Koolmijnenkaai, als gevolg van de opeenvolgende werven - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

14.10.2026/A/0025 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, conseiller communal MR, relative aux dépôts clandestins à Molenbeek, au bilan et à la responsabilisation des auteurs - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La propreté reste l'une des préoccupations quotidiennes des Molenbeekois. Parmi les problèmes les plus visibles et les plus persistants figurent les dépôts clandestins, qui dégradent l'espace public, mobilisent quotidiennement les équipes communales et représentent un coût important pour la collectivité.

La commune indique elle-même que des moyens importants sont consacrés à leur enlèvement et à la lutte contre les incivilités : interventions des équipes de propreté, travail de la cellule Incivilités, recherche d'indices permettant d'identifier les auteurs, contrôles et utilisation de caméras.

Ces dispositifs sont nécessaires. Mais encore faut-il pouvoir en mesurer les résultats.

Les dernières données facilement accessibles au public ne permettent pas toujours de disposer d'une vision suffisamment récente de l'évolution de la situation. Il nous paraît dès lors utile que le Conseil communal puisse connaître le bilan des actions menées en 2025 et durant les premiers mois de 2026.

Au-delà du nombre de dépôts enlevés, une question nous semble essentielle : **dans quelle mesure parvenons-nous réellement à identifier et à responsabiliser leurs auteurs ?**

Lorsqu'un dépôt clandestin est abandonné sur la voie publique, ce sont en effet les Molenbeekois qui supportent collectivement le coût de son enlèvement. Lorsque l'auteur peut être identifié, il est légitime que celui-ci assume les conséquences de son comportement.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Combien de tonnes de dépôts clandestins ont été collectées par les services communaux en 2024, en 2025 et depuis le début de l'année 2026 ?
2. Quel coût leur enlèvement et leur traitement ont-ils représenté pour la commune durant ces mêmes périodes ?
3. Combien de constats relatifs à des dépôts clandestins ou autres faits de malpropreté ont été établis en 2025 et depuis le début de l'année 2026 ?
4. Dans combien de dossiers les auteurs ont-ils pu être identifiés ?
5. Combien de sanctions administratives ont été infligées et quels montants ont effectivement été réclamés et encaissés ?
6. Lorsque l'auteur d'un dépôt clandestin est identifié, la commune lui réclame-t-elle, en plus de l'éventuelle sanction, les frais liés à l'enlèvement et au traitement du dépôt ? Dans l'affirmative, combien de fois cette procédure a-t-elle été appliquée et quels montants ont effectivement été récupérés ?
7. Quel bilan le Collège tire-t-il de l'utilisation des caméras dans la lutte contre les dépôts clandestins ? Combien de faits ou d'auteurs ont pu être identifiés grâce à ce dispositif ?
8. Existe-t-il aujourd'hui des lieux particulièrement touchés par les dépôts clandestins et, dans l'affirmative, quelles actions spécifiques y sont menées ?
9. Enfin, le Collège envisage-t-il de renforcer les contrôles et les moyens permettant d'identifier les auteurs récidivistes ?

La lutte contre les dépôts clandestins ne peut pas reposer uniquement sur leur enlèvement. Nettoyer est indispensable, mais identifier, sanctionner et responsabiliser ceux qui salissent l'espace public l'est tout autant.

Chaque euro consacré à réparer une incivilité est un euro qui ne peut pas être consacré à une autre politique communale. Lorsque l'auteur est identifié, il nous paraît donc essentiel que le principe de responsabilisation puisse pleinement s'appliquer.

je vous remercie pour vos réponses.

Didier Milis

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Milis, MR-gemeenteraadslid, betreffende de sluikstorten in Molenbeek, de balans en de responsabilisering van de daders - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

14.10.2026/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative aux licenciements et aux mesures d'économies - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame la Bourgmestre,Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La situation financière de notre commune a conduit la majorité à annoncer et à mettre en œuvre plusieurs mesures d'économie importantes.

Parmi celles-ci figurent notamment des réductions de personnel. La suppression de 40 postes au total a été annoncée, dont 20 au sein de l'administration communale.

Au-delà des annonces et des chiffres présentés lors des discussions budgétaires, il nous paraît aujourd'hui nécessaire que le Conseil communal puisse disposer d'une vision précise de la mise en œuvre de ces mesures et, surtout, de leurs conséquences concrètes.

Car derrière chaque économie réalisée sur le personnel se pose une question essentielle : quel est son impact sur le fonctionnement de l'administration et sur les services rendus aux Molenbeekois ?

Certaines économies peuvent évidemment être nécessaires compte tenu de la situation financière de la commune. Mais elles doivent être réalisées de manière réfléchie, en préservant autant que possible les services essentiels et en évitant que les habitants ne soient les premiers à en subir les conséquences.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Parmi les suppressions de postes annoncées, combien ont effectivement été réalisées à ce jour au sein de l'administration communale ?
2. Quels services et quelles fonctions sont concernés ?
3. Ces réductions résultent-elles de licenciements, de départs naturels non remplacés, de fins de contrats ou d'autres mesures ?
4. Quel montant d'économie annuelle le Collège avait-il initialement prévu grâce à ces mesures et quel montant peut aujourd'hui être considéré comme effectivement réalisé ou engagé ?
5. Certains services communaux connaissent-ils, à la suite de ces réductions, une diminution de leurs effectifs susceptible d'avoir un impact sur leurs missions ou sur les délais de traitement des demandes des citoyens ?
6. Le Collège dispose-t-il d'indicateurs permettant de mesurer l'évolution des délais d'attente et de traitement dans les principaux services en contact avec la population ?
7. D'autres suppressions de postes, non-remplacements ou mesures d'économie touchant le personnel sont-ils envisagés d'ici la fin de l'année 2026 ?

8. Plus largement, quel est aujourd'hui l'état d'avancement du plan d'économies annoncé par la majorité et quel montant total d'économies structurelles a effectivement été réalisé à ce jour ?

Dans un contexte financier difficile, la transparence est indispensable. Le Conseil communal doit pouvoir connaître non seulement les économies annoncées, mais également celles qui sont réellement réalisées et leurs conséquences sur le fonctionnement de notre administration.

Pour le groupe MR-VLD, le redressement des finances communales est indispensable. Mais il doit s'accompagner d'une gestion rigoureuse, de choix clairement assumés et d'une attention constante à la qualité des services rendus aux Molenbeekois.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Cheffe de file MR

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de ontslagen en de besparingsmaatregelen - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

14.10.2026/A/0027 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, conseillère communale MR, relative à la reprise du RWDM - Report du 26/08/2026 - Report du 04/09/2026 - Report du 16/09/2026.

Madame la Bourgmestre,Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Le 1er août dernier, la reprise du RWDM par Thierry Dailly a été officiellement finalisée.

Nous pouvons évidemment nous réjouir qu'une solution ait pu être trouvée pour assurer l'avenir d'un club aussi étroitement lié à l'histoire et à l'identité de Molenbeek.

Cette reprise intervient néanmoins après plusieurs mois d'incertitude quant à l'avenir du club et, par conséquent, quant à celui du stade Edmond Machtens, propriété de notre commune.

Le Conseil communal s'était d'ailleurs déjà penché sur cette question au début de cette année.

En janvier 2026, il a notamment été amené à modifier la répartition de certaines charges liées au stade, en transférant au RWDM la responsabilité et les frais liés à l'entretien, à la réparation, au remplacement et au placement du système de vidéosurveillance, jusqu'alors supportés par la commune.

En février dernier, notre groupe avait également interrogé le Collège sur les conséquences juridiques et financières que les difficultés du RWDM pourraient entraîner pour la commune et pour le stade Machtens.

Aujourd'hui, la situation a fondamentalement changé puisque le club a un nouveau propriétaire.

Cette reprise soulève dès lors une question simple mais essentielle pour le Conseil communal : **quelles discussions ont eu lieu avec la commune et quelles conditions ont éventuellement été accordées pour permettre ou faciliter cette reprise ?**

Nous souhaiterions dès lors obtenir des réponses précises aux questions suivantes :

1. Le Collège ou l'administration communale ont-ils rencontré Thierry Dailly ou ses représentants avant la finalisation de la reprise du RWDM le 1er août dernier ?
2. Dans l'affirmative, quelles demandes ont été formulées auprès de la commune concernant le stade Edmond Machtens ou les conditions de son occupation ?

3. La question du loyer ou de la redevance d'occupation du stade a-t-elle fait l'objet de discussions dans le cadre de cette reprise ? Quel montant le RWDM paie-t-il actuellement à la commune pour l'occupation du stade ?
4. La répartition des charges énergétiques – eau, gaz et électricité – a-t-elle été discutée ou modifiée ? Qui assume aujourd'hui chacune de ces dépenses ?
5. La répartition des frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement du stade a-t-elle été modifiée ou fait-elle actuellement l'objet de négociations avec la nouvelle direction ?
6. L'avenant adopté par le Conseil communal en janvier 2026, qui transférait au RWDM les frais liés au système de vidéosurveillance, reste-t-il intégralement d'application après la reprise ?
7. La nouvelle direction du RWDM a-t-elle sollicité de la commune la réalisation ou le financement de travaux ou d'investissements supplémentaires au stade Machtens ?
8. Plus largement, la commune a-t-elle accordé ou s'est-elle engagée à accorder un avantage financier, matériel ou logistique dans le cadre de cette reprise ?
9. Une nouvelle convention ou un avenant à la convention d'occupation du stade est-il actuellement en préparation ou en négociation ? Dans l'affirmative, quand sera-t-il soumis au Conseil communal ?
10. Enfin, le Collège peut-il garantir au Conseil communal que tout nouvel engagement ayant un impact financier pour la commune fera l'objet d'une information transparente et, lorsque cela est requis, d'une décision du Conseil communal ?

Nous souhaitons évidemment que le RWDM puisse retrouver la stabilité nécessaire à son développement et continuer à faire vivre le football à Molenbeek.

Mais cette volonté de soutenir l'avenir du club doit aller de pair avec une gestion rigoureuse et transparente du patrimoine communal.

La reprise du RWDM constitue une nouvelle étape. Il est donc légitime que les conseillers communaux et les Molenbeekois sachent clairement **ce que le club prend en charge et ce que la commune prend en charge**, et si cet équilibre a été modifié dans le cadre de la reprise.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia, MR-gemeenteraadslid, betreffende de overname van RWDM - Uitstel van 26/08/2026 - Uitstel van 04/09/2026 - Uitstel van 16/09/2026.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

14.10.2026/A/0028 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal TFA, relative à Interpellation relative à la situation critique des commerçants de la chaussée de Gand : politique de stationnement, logistique des chantiers et urgence d'un dialogue de terrain.

Mme Bourgmestre, Chers Membres du Collège,

En tant que conseiller communal, je tiens aujourd'hui à porter la voix des nombreux commerçants de la chaussée de Gand qui traversent une période d'une exceptionnelle difficulté et se sentent profondément isolés.

La situation sur cette artère commerciale majeure, formidable vivier d'activité que

nombre de communes nous envient, est devenue insoutenable. Le débat ne porte pas sur le refus de la modernisation — nous savons que la rénovation des infrastructures et des réseaux est une nécessité technique incontestable. Le cœur du problème réside dans l'absence totale d'anticipation, de concertation et de soutien face aux réalités du terrain.

Concrètement, les acteurs économiques de notre rue font face à des dysfonctionnements majeurs :

1. **L'asphyxie logistique et financière :** La suppression progressive des places de stationnement, combinée à des tarifs devenus prohibitifs (atteignant jusqu'à 5 euros de l'heure), détourne la clientèle de nos commerces. À cela s'ajoute une succession de chantiers et de tranchées mal coordonnées qui bloquent les accès, rendant les livraisons et les déchargements quotidiens extrêmement complexes, voire impossibles. Pour un indépendant, chaque jour de perte de chiffre d'affaires est un drame absolu pour la survie de son entreprise et de sa famille.
2. **Le fossé de la communication :** Les courriers administratifs impersonnels et la signalisation de chantier ne remplacent en rien une présence politique de terrain. Les commerçants ont le sentiment légitime d'être ignorés par l'exécutif, souffrant d'une gestion à géométrie variable selon les quartiers de la commune.
3. **L'exigence d'un cadre attractif et sécurisé :** Pour qu'une artère commerciale vive, elle doit inspirer confiance. Des propositions concrètes de terrain émergent des commerçants eux-mêmes, qu'il s'agisse de repenser la mobilité ou d'instaurer des dispositifs de sécurité et d'information renforcés (tels que des systèmes d'alerte ou de diffusion sonore pour rassurer le public et les usagers).

Aussi, mes questions au Collège communal sont les suivantes :

- **Premièrement :** Quelles mesures d'urgence concrètes le Collège compte-t-il prendre pour alléger la pression financière et logistique sur les commerçants de la chaussée de Gand, notamment en matière de facilités de livraison et de révision de la politique tarifaire du stationnement ?
- **Deuxièmement :** Les membres de l'exécutif prévoient-ils de se rendre sans délai sur le terrain pour rencontrer directement ces indépendants, renouer le fil du dialogue et constater l'impact réel des chantiers en cours ?
- **Troisièmement :** Comment la commune entend-elle garantir, pour les futurs chantiers, une coordination stricte et transparente avec les acteurs économiques locaux afin d'éviter l'asphyxie répétée de notre commerce de proximité ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses précises et pour l'écoute attentive que vous accorderez à ces entrepreneurs qui font battre le cœur économique de notre commune.

Hamza Zibouh

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Zibouh, TFA-gemeenteraadslid, betreffende de kritieke situatie van de handelaars op de Gentsesteenweg: parkeerbeleid, logistiek van de werven en de dringende noodzaak van een terreindialoog.

Het punt wordt verdaagd.

14.10.2026/A/0029 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal TFA, relative à la situation d'un sans-abris.

Madame la Bourgmestre, chers collègues,

Il est des instants où la technique s'efface face à l'essentiel : la condition humaine.

Ce que je veux porter aujourd'hui, c'est un cri d'alarme. Dans notre commune, à proximité immédiate de nos services administratifs et d'un lieu d'accueil pour jeunes enfants, un homme s'est abîmé dans la rue. Il s'y est sédentarisé, prisonnier d'une détresse si profonde que même les supplications de son propre père, venu tenter de le sauver, se sont brisées contre le mur de son désespoir.

Dans le strict respect de sa vie privée et de sa dignité, regardons la réalité en face.

Cette situation n'est plus tenable. Elle bafoue la dignité de cet homme, réduit à survivre sur le pavé. Elle pèse aussi sur les parents, les riverains et les agents qui côtoient cette détresse chaque jour. Êtes-vous résignés au point d'attendre le drame irréparable pour agir ? Une commune forte est une commune qui refuse d'abandonner les siens au bord du chemin.

C'est pourquoi je vous pose ces questions :

1. **Quels moyens d'urgence absolue** le Collège va-t-il mobiliser, avec nos services sociaux et la police, pour tendre la main à cette personne et lui offrir l'aide vitale dont elle a besoin ?
2. **Comment garantissez-vous** la sécurité et la salubrité aux abords de nos équipements sensibles, tout en assurant une prise en charge digne de cette détresse ?

Madame la Bourgmestre, l'action seule peut réparer l'inacceptable. Faisons en sorte que notre humanité ne meure pas avant cet homme.

Je vous remercie.

Hamza Zibouh

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Zibouh, TFA-gemeenteraadslid, betreffende de situatie van een dakloze.

De Raad neemt kennis.

14.10.2026/A/0030 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, conseillère communale ECOLO GROEN, relative aux prestations du service Population et du service de l'aide aux victimes concernant le décès d'un visiteur étranger.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over de dienstverlening van de dienst Bevolking en de slachtofferhulp bij het overlijden van een buitenlandse bezoeker.

Interpellatie over de dienstverlening van de dienst Bevolking en de slachtofferhulp bij het overlijden van een buitenlandse bezoeker

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Op 15 september verdronk een buitenlandse artiest in het kanaal. Hij was hier in Molenbeek voor een festival.

Een verdrinking door een tragisch ongeval is voor een familie al heel zwaar om te plaatsen. Maar wat dit ongeval nog erger maakte, was de bureaucratische en menselijke lijdensweg om zijn lichaam thuis te krijgen.

Het probleem begon met een fout. Op het overlijdensattest stond 1000 Brussel in plaats van 1080 Molenbeek, fout opgetekend door de spoedarts die ter plaatse kwam. Het duurde uiteindelijk twee weken om die fout recht te zetten en de akte van overlijden, uitgevaardigd door de Molenbeekse diensten als verantwoordelijke gemeente waar de persoon in kwestie was overleden, te verkrijgen.

Waar het echt misliep, was de communicatie en de hulp van de Molenbeekse dienst Bevolking. Via het algemeen telefoonnummer van de bevolkingsdienst werd eerst een verkeerd e-mailadres doorgegeven. Bij een tweede poging kwam er wel het juiste adres, maar daar duurde het vier dagen voor er een antwoord kwam. Ter plaatse gaan in de Charles Malisstraat – wat de vertegenwoordiger van de familie, die het hele proces begeleidde en de begrafenisondernemer ondersteunde ook probeerde - hielp evenmin. Volgens de automaat kun je er een afspraak maken, maar in de praktijk blijf je dan gewoon zitten zonder dat je nummer ooit wordt opgeroepen.

Pas na eindeloos rondbellen en klachten via alle mogelijke kanalen kwam er op 25 september een antwoord via dat tweede e-mailadres. Zelfs toen duurde het nog enkele dagen voor de akte van overlijden verbeterd kon worden, omdat de dienst de originele documenten eiste, terwijl de arts de verbetering op dat moment enkel digitaal kon bezorgen.

Eenmaal dat die akte van overlijden er was, moest er nog een verdere toestemming komen van de gemeente om een internationale vergunning voor lijkvervoer aan te

vragen. De dienst bevolking weigerde dit zolang er geen vliegtuigticket voor de stoffelijke resten van de overledene was. Volgens de begrafenisondernemer, die gespecialiseerd is in repatriëringen, kan zo'n ticket pas geboekt worden als de officiële documenten van de dienst Bevolking klaar zijn. In zijn hele loopbaan had hij nog nooit meegemaakt dat een gemeente die voorwaarde stelde.

Ook heel moeilijk: het zwaar tekortkomen van de dienst slachtofferhulp - van politiezone Brussel West. Die hulp was enkel in het Frans beschikbaar. Wanneer de vrienden vroegen voor psychologische ondersteuning in het Nederlands, Engels of het Spaans (met sociale tolk) was dit niet mogelijk; andere talen dan Frans waren blijkbaar ook onmogelijk voor de contacten met de familie.

Mijn vragen:

- Hoe verklaart het college dat het van 15 september tot 3 oktober heeft geduurd vooraleer het lichaam gerepatrieerd kon worden?
- Waarom was er geen enkele flexibiliteit mogelijk, bijvoorbeeld door het verbeterde overlijdensattest in digitale versie te aanvaarden?
- Toen de akte van overlijden er uiteindelijk was, vroegen de diensten plots een geboekt vliegtuigticket. Op welke regel steunt die voorwaarde? Hoe verklaart u dat de begrafenisondernemer, gespecialiseerd in repatriëringen, in zijn hele loopbaan nog nooit heeft meegemaakt dat een gemeente die voorwaarde stelt?
- Welke taalondersteuning wordt aangeboden door de dienst Slachtofferbejegening van politiezone Brussel-West aan nabestaanden?
- En tot slot: welke lessen trekt het college hieruit? Komt er een duidelijk aanspreekpunt voor families die, vaak van ver, een overlijden in onze gemeente moeten regelen? Kan dit duidelijk aangegeven worden op de website ook?

Een familie in rouw verdient duidelijkheid, geen doolhof.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:01
Opheffing van de zitting om 22:01

Secrétaire f.f.,
Wnd. Secretaris,

Marijke Aelbrecht

Le Président,
De Voorzitter,

Hassan Rahali